

Le Midi Rouge

Bulletin de l'Association Maitron Languedoc-Roussillon

N°21, Juin 2013

Directeur de Publication :

Nicolas MARTY

Rédacteur en Chef :

Patrick VAZEILLES

Secrétaire de rédaction :

André BALENT

Commission paritaire :

N° ISSN : 1778 – 8927

Imprimerie spéciale de

l'association MAITRON LR

Abonnement institutionnel :

15 €, port inclus

Abonnement individuel :

7 €, port inclus

Adhésion (avec abonnement) :

15 €, port inclus

Comité de lecture :

André BALENT

Hélène CHAUBIN

Olivier DEDIEU

Raymond HUARD

Nicolas MARTY

Patrick VAZEILLES

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION :p. 2

BIOGRAPHIES :

Jacques Blin : *Molle, Jean, Joseph l'Heureux*..... p. 3

Paul Tirand : *Lespinasse, Charles, Pierre*.....p.6

Gilles Morin, François Prigent : *Ozil, Jules, Alcide*.....p. 8

André Balent : *Mercader Félix*.....p. 8

André Balent : *Poursuivre Dominique, Isidore, Jean [pseudonymes de clandestinité : « Prades », « Gandhi », pseudonyme littéraire : « Joan D.I. »]*.....p. 12

Jacques Blin : *Moreno Jacinto [Hyacinthe]*.....p. 20

André Balent : *Mercader Henry [écrit parfois « Henri »]*.....p. 21

Louis Botella : *Peladan, René*.....p. 24

Jacques Girault : *Molinier André, Jean*.....p. 25

LECTURES CHOISIES :

Raymond Huard : *L'entrée en politique d'un notable républicain lozérien, Théophile Roussel, 1816-1851, Mémoire de Master 2012, Université de Paris IV, dir. J.O. Boudon et J. Grondeux, par Cédric Marin, 174 p. ...*

.....p. 26

Roland Andréani : *Annales du Midi*, t. 124, n° 280, Toulouse, Éditions Privat, octobre-décembre 2012 : *Politique et symbolique de la Restauration à la Révolution nationale. Déclinaisons méridionales. Études réunies et présentées par Pierre Triomphe*.....p. 27

Miquèl Ruquet : *Ultralocalisme. D'allò local a l'universal*, Catarroja, Figueres, Perpinyà, Editorial Afers, col·lecció Mirmanda, 2013, Òscar Jané & Xavier Serra (éds.), 175 p. p. 29

André Balent : *La villa Saint-Christophe maison de convalescence pour enfants des camps d'internement. le secours mennonite américain à Canet-Plage. 1^{er} avril 1941-4 février 1943*, par Simonne Escudier-Chiroleu, Mireille Chiroleu, Éric Escudier,, Saint-Estève, Alliance éditions, 2013, 192 p.p. 30

NOTES DE RECHERCHES :

Paul Tirand : *Une précision à propos de la rue Émile Digeon à Narbonne*..... p. 34

René Merle : *Midi Rouge et Grand Sud-Est*..... p. 34

Pierre Chevalier : *Du Trotskisme cet antiléninisme à De Trotsky aux trotskysmes de Léo Figuières, quelles évolutions ?*.....p. 38

PRÉSENTATION DU MAITRON

L'historien Jean Maitron a fondé une œuvre sans commune mesure, le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*. Cet ouvrage, appelé communément le *Maitron*, recense plus de 100 000 biographies du monde ouvrier, de l'anarchisme au socialisme en passant par le communisme, de la Révolution Française à la seconde guerre mondiale. Après la disparition de son créateur, Claude Pennetier a repris le flambeau. Sous son égide, le dictionnaire (désormais : le *Maitron, dictionnaire biographique mouvement ouvrier mouvement social*) ouvre une nouvelle période de recherche, pour couvrir l'histoire du monde ouvrier de 1940 à mai 1968.

Au-delà du seul dictionnaire, le projet Maitron vise aussi à fédérer les acteurs intéressés par cette histoire, historiens, militants, archivistes, ainsi que toute personne intéressée par ce type de démarche historique. À cette fin a été créé un site internet (<http://biosoc.univ-paris1.fr/>) . Par ailleurs, le Maitron a décidé de favoriser les démarches régionales pour émuler les recherches historiques à cette échelle. C'est dans cette perspective que nous avons créé l'association Maitron Languedoc-Roussillon.

Le but de l'association est lié, dans un premier temps, à la rédaction des notices biographiques du mouvement ouvrier régional. Plus globalement, l'objectif est de médiatiser et de favoriser la connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier dans une région, le Languedoc-Roussillon, qui a été un terreau très fertile pour le développement de ce mouvement. C'est dans cette perspective que nous avons entrepris la diffusion de ce bulletin qui a deux grandes finalités. La première est de restituer les figures du mouvement ouvrier (élus, militants politiques, responsables associatifs, intellectuels...) en diffusant certaines de leurs biographies par ailleurs publiées dans le *Maitron*. La seconde a pour but de mutualiser les connaissances sur le monde ouvrier et les mouvements sociaux et de favoriser la recherche historique dans ce domaine.

Cette entreprise regroupe des historiens, des archivistes, des militants mobilisés par cette démarche. L'association est ouverte à tous ceux qui seraient intéressés à participer, qu'il s'agisse de rédiger des notices, informer sur l'existence d'archives, proposer de nouveaux projets de recherche ou nous soutenir.

Olivier DEDIEU

Coordonnées :

Maitron Languedoc-Roussillon

C / o Hélène Chaubin, rue Armand Jamot, 34 000 Béziers

06 64 88 57 35 ; helene.chaubin@wanadoo.fr

Pour tout envoi et règlement, contactez le trésorier, secrétaire de la rédaction :

André Balent

29, rue du Vélodrome, 66 100 Perpignan

04 68 67 48 32 ; 04 68 04 87 69 ; cat-ab-balent@wanadoo.fr.

BIOGRAPHIES :

MOLLE Jean, Joseph, L'Heureux

Né le 24 avril 1876 à Cette (Hérault), mort le 27 septembre 1918 à Paris (3^e) ; avocat ; militant socialiste ; maire de Cette (Sète à partir de 1927) ; conseiller général et député de l'Hérault.

Fils de François Molle, limonadier à Sète et de Jeanne Raynaud, sans profession, il se maria le 19 février 1900 à Sète avec Marie, Juliette Molle (aucun document ne nous permet d'établir un lien de parenté, si ce n'est la similitude de noms). Ils eurent une fille, née le 4 décembre 1901, à laquelle ils donnèrent les prénoms de Juliette, Josèphe, Liane (volonté de retrouver les initiales des prénoms du père J.J.L ?). Cette enfant mourut 40 jours plus tard le 14 janvier 1902.

Il suivit des études à Montpellier. Le 27 juillet 1893, la faculté des Lettres de Montpellier (Hérault) lui attribua le grade de bachelier de l'enseignement secondaire classique (lettres-philosophie), avec la mention « passable ». Le 21 septembre 1893, il s'inscrivit à la faculté de Droit qu'il quitta en 1898. Le 15 juillet 1896, il obtint la première partie de sa licence et termina sa seconde partie le 16 juillet 1906. Il décrocha un doctorat de politique économique, le 23 mars 1906, avec la mention « assez bien ». Il était inscrit comme avocat dans *L'Annuaire de l'Hérault* de 1899. Lors de son élection comme député, en 1910, un article de *L'Humanité* écrivit que ce fut au cours de ses études à la faculté de Droit de Montpellier qu'il devint socialiste en fréquentant des étudiants russes.

Il fut un fin lettré, amateur de musique et musicien. En 1896, il était membre du conseil de la société littéraire cettoise « La Harpe » qui donna son nom à une revue. Il y publia des textes et des poèmes, jusqu'aux environs de 1899. Ses goûts pour la culture l'amènèrent à inviter, pour les fêtes locales de la Saint-Louis de 1902 (il venait d'être élu Maire début 1902), le musicien Camille Saint-Saëns, le sculpteur Injalbert et le poète Jean Aicard. Le 1^{er} mai 1903, au cours d'un banquet socialiste, alors que tout le monde était « en pleine joie socialiste », que les chants révolutionnaires fusaient, Molle se leva et débita le dernier acte de *Cyrano de Bergerac* devant des militants qui attendaient visiblement autre chose de sa part. Mais en y regardant de plus près, on peut supposer que Molle avait voulu faire un trait d'humour avec un passage du dernier acte (scène V) qui ridiculise l'image d'un Roi, malade d'avoir mangé du raisiné de... Cette :

(..) *Ayant mangé huit fois du raisiné de Cette,
Le Roi fut pris de fièvre ; à deux coups de lancette
Son mal fut condamné pour lèse-majesté, (...)*

Il écrivit une pièce de théâtre, en un acte et trois tableaux, *Angéla*, qui fut jouée le 16 septembre 1907 sur la scène du casino le Kursaal de Sète.

En 1902, une crise politique éclata au sein du conseil municipal de Cette. Le maire Honoré Euzet*, élu sous l'étiquette du POF en 1895, avait rompu avec celui-ci en 1900. À la fin de 1901, cinq conseillers municipaux demeurés fidèles aux idées du POF lui menaient une guerre sans merci, notamment sur la question des congrégations et sur la remise de la Bourse du Travail à la Fédération des chambres syndicales. Euzet refusait et exigeait que les syndicats fissent acte d'allégeance à sa personne. Cinq conseillers municipaux démissionnèrent, dont Louis Audoye* et Pierre Vallat* qui avaient été les principaux opposants. Ces démissions entraînèrent de nouvelles élections.

C'est à cette occasion que Molle fit son entrée sur la scène politique à l'appel des militants du POF. Il se trouva à la tête d'une liste d'inspiration « ouvrière » comportant cependant un usinier du nom d'

Eugène Massonnaud. Le 2 février 1902, à l'issue du premier tour des élections municipales, Molle recueillit le plus grand nombre de voix : sur 5.653 votants, il obtint 3.358 voix ; Audoye vint en troisième position avec 3.062 voix et Vallat à la onzième place avec 2.912 voix. La liste conduite par Molle fut élue dans son entier. À l'aube de ses vingt-six ans, il devint maire (l'âge requis pour être maire était de 25 ans à cette époque).

Le dimanche 16 mars 1902, la ville de Cette était en fête. Des délégations des Bourses du Travail de tout le Midi avaient répondu à l'invitation de la ville de Cette de venir inaugurer la remise des locaux de la Bourse du Travail de Cette aux travailleurs. La journée de liesse populaire se termina aux accents de *L'Internationale* et par des paroles pleines d'espoirs pour les luttes à venir. D'autant que le mois de mai se profilait avec les élections législatives et la remise en cause du siège du député radical-socialiste Jacques Salis de la 3^e circonscription de Montpellier (Cette-Frontignan-Mèze). Molle fut désigné comme candidat du Comité de la Concentration socialiste. Au premier tour, Salis arrivait en tête avec 5689 voix contre 3646 à Molle. Mais ce dernier était en tête à Cette avec 2593 voix contre 2085 à Salis. Molle se désista cependant au deuxième tour au profit de Salis et celui-ci fut réélu.

Les élections municipales de 1904, permirent à la ville de Cette de se réinscrire dans le cours normal d'un processus électoral malmené en 1902. Molle fut réélu dès le premier tour, dans un climat électoral très tendu, face à une liste conduite par Vallat.

Le 26 mars 1905, à l'occasion d'une élection partielle, Molle devint conseiller général de Cette, soutenu par un Comité d'Union républicaine.

Le 25 février 1906, le conseil fédéral fut réuni pour désigner les candidats de la SFIO aux élections législatives. Molle se vit retirer l'investiture du Parti socialiste qui lui opposa Pierre Vallat. Il faut dire qu'en 1905, son adhésion avait été difficilement acceptée en raison de son indiscipline passée à l'égard du POF. L'engagement qu'il avait pris, contre l'avis du conseil fédéral, de se désister pour le candidat radical, si celui-ci le précédait, lui coûta le soutien de la fédération socialiste. Molle n'ayant pas eu l'investiture de la SFIO fut candidat malgré tout et recueillit 3612 voix ; Vallat quant à lui n'en comptabilisa que 108.

L'année 1907, riche en événements, vit Molle prendre une part active dans la lutte contre les impôts, aux côtés du Comité de défense des contribuables de Cette. Il s'engagea très activement dans l'action du Comité d'Argeliers et, au lendemain de la manifestation du 9 juin à Montpellier qui regroupa plus de 500 000 personnes, il annonça, le 11 juin, la démission de son conseil municipal et annonça la création d'un Comité de défense des intérêts viticoles destiné à travailler avec le comité directeur d'Argeliers. En tant que maire démissionnaire, il rencontra Clemenceau, fin juillet 1907 et déclara à la suite de cette entrevue, espérant « la pacification » : *« D'ailleurs cette pacification, tout permet de penser qu'elle est prochaine et l'entretien que nous avons eu avec M. Clemenceau nous donne peut-être mieux que de l'espoir. Mais, on ne saurait trop le répéter, la pacification définitive est moins affaire de politique qu'affaire de saine administration. Tous ceux qui sont allés dans le Midi on pu se rendre compte de la misère populaire. Seulement, ce qu'on ne voit pas et ce qui n'est pas moins grave, c'est la misère profonde de toutes les finances municipales. Songez que dans chaque commune, une partie de la population ouvrière ne vit que des « chantiers communaux ». Les municipalités pour donner de l'ouvrage sont réduites à entreprendre des travaux démesurés (...) »*.

En 1908, les élections municipales pointèrent à l'horizon de mai. Les turbulences de la vie politique qui avaient émaillé la vie cettoise depuis 1902 trouvèrent à nouveau le terrain de l'affrontement électoral. Le 21 mars 1908, trois groupes : Concentration socialiste révolutionnaire, Combat socialiste révolutionnaire et Parti ouvrier cettois organisèrent un banquet pour commémorer la date inoubliable, pour eux, du 18 mars 1871 (soulèvement de la Commune de Paris). Après le banquet, tous les convives participèrent à une conférence donnée par Molle. De son côté, le comité radical, radical-socialiste et socialiste prit pour la circonstance le nom de Comité radical-socialiste des intérêts de Cette. Euzet était opposé à Molle et la campagne fut difficile dans un contexte de revanche et de division du mouvement ouvrier cettois. À mesure que le dépouillement des bulletins accumulait ceux-

ci en faveur d'Euzet, les partisans de ce dernier entonnèrent l'*Ave Maria*. Une telle provocation ne pouvait rester sans riposte : en effet, eux qui digéraient mal une défaite sur fond de querelle, entonnèrent une vibrante *Internationale*. Dans une cacophonie qui confrontait les accents de « calotte » à ceux de l'anticléricalisme quelques personnes montèrent sur les tables de dépouillement. Celles-ci furent renversées. Les listes d'émargements disparurent, et l'urne passa par la fenêtre. Les résultats varièrent selon des sources diverses : on parla de 150, 200 et même 239 voix d'écart entre Molle et Euzet. Dans les jours qui suivirent l'effervescence continua. La femme de Molle fut agressée dans la rue et fut transférée à Montpellier afin d'être soignée. Une enquête fut diligentée.

À la suite de ces incidents, un arrêt du conseil de préfecture de l'Hérault du 23 mai 1908 déclara que les élections étaient annulées et qu'il faudrait retourner aux urnes le 14 juin. Molle en tant que maire sortant, refusa d'en assurer l'organisation. Le jour de ce scrutin, le dépouillement se déroula à huis-clos. La liste Euzet fut élue.

En 1910, Molle, avocat, conseiller général était également directeur de la maison Rubaud J.P, et Compagnie, entreprise de débarquement à Cette. Par ailleurs on signala qu'il possédait un journal, *Le Prolétaire*, mais nous n'avons trouvé aucune trace de cette publication.

En avril 1910, Molle postula à la députation face à Salis et à un nommé Taillan, soutenu par Euzet. Au premier tour, Molle arriva en tête avec 5.562 voix contre 3.505 à Euzet et 2.590 à Taillan. Ce dernier fit savoir qu'il se maintenait au deuxième tour. Salis, quant à lui, se retira pour « rentrer dans le rang » et ne lança aucun appel de désistement en faveur de Molle. Molle fut élu au deuxième tour avec 6.668 voix contre 5.594 à Taillan. *L'Humanité* du 9 mai 1908, présenta la victoire de Molle : « (...) Ainsi que nous l'écrivent les amis de là-bas, l'élection de Jean L'Heureux Molle a donné une unité de plus à la phalange de jeunes qui sous les plis de notre rouge drapeau viennent de pénétrer au Palais Bourbon. Molle est en effet âgé de 34 ans à peine et voici cependant plus de dix années qu'il milite pour son pays, l'Hérault, dans Cette, sa ville natale (...) »

Son activité politique fut désormais consacrée à son mandat de parlementaire. Inscrit au groupe de l'Union républicaine radicale – socialiste, membre de diverses commissions dont celle de la marine, il s'intéressa à tous les sujets et ne tarda pas à se manifester, tant par des dépôts de textes que par de nombreuses interventions. Il resta vigilant pour les questions portuaires et celles relatives à la marine.

Ce fut dans le contexte de la révolte des ouvriers vignerons de Champagne au début de 1911, que se déroula à l'Assemblée Nationale le 6 février 1911 un débat sur la situation en Champagne et les mesures que voulait proposer le gouvernement. Molle intervint dans les discussions, avec le souci des ouvriers et la volonté de préserver la spécificité des problèmes de la de la situation viticole méridionale.

Au début de janvier 1912, la question coloniale fut en débat. *L'Humanité* du 20 janvier titra « À la Chambre – les scandales tunisiens – Discours de Charles Dumas et de Molle ». Il développa un point de vue dont nous reproduisons un extrait : « (...) Nous retombons ainsi dans une de ces erreurs fondamentales que nous cessons de pratiquer et de proclamer en ce qui concerne l'organisation coloniale. Nous voulons, dans nos colonies, des organisations qui soient comme les reflets de l'organisation métropolitaine ; nous voulons en, quelque sorte que nos colonies soient faites à l'image de la métropole elle-même et que les indigènes soient stupidement régis par les règles qui nous régissent nous-mêmes. Telle est la faute qui méconnaît l'œuvre des siècles passés, les errements que nous ne détruirons jamais, et ce n'est pas à notre honneur de rappeler que des pays comme l'Angleterre n'ont dans leur organisation coloniale qu'un seul souci : respecter les institutions des pays de colonies. Il ne faut pas croire que, parce que la Tunisie n'est séparée de la France que par la Méditerranée, nous pouvons transplanter dans ce monde mahométan ce qui est notre civilisation, que nous pouvons transformer entièrement l'esprit et les mœurs des indigènes tunisiens (...) ». Molle exprima donc un point de vue qui traduisait les difficultés du mouvement socialiste face à la question coloniale. Ce fut donc pour préserver son unité que le groupe socialiste adopta l'ordre du jour suivant :

« *Le groupe, en présence des divergences qui se sont produites dans son sein, ne croit pas devoir engager le Parti sur une question de cette gravité.* ».

En mars 1912, il fut très présent dans les débats concernant l'organisation du travail portuaire et la durée de travail. Partant de son expérience cettoise, il combattit les positions patronales défendues notamment par le député Louis Dubois. Faisant référence aux syndicats, il déclara : « *Mettez aux mains des organisations ouvrières la consécration légale de la journée de dix heures et les syndicats – ils le font déjà – veilleront à ce que les membres inscrits dans leur organisation ne travaillent pas au-delà de la limitation légale.* »

Molle fut réélu député aux élections législatives de mai 1914 et continua inlassablement son activité. Il retrouva sa place dans la commission de la marine marchande et devint membre de la commission des comptes définitifs et des économies. Le 25 janvier 1916, une discussion générale fut engagée à la Chambre, concernant le rôle de la presse en temps de guerre, autrement dit un débat qui tourna autour de la censure. Molle défendit une position, rapportée par *L'Humanité* et *Le Petit Parisien*, qui selon ses termes soulignait : « *Il faut établir un régime de liberté réglementé qui permettra à la presse d'émettre son avis sans fausser l'opinion publique* ».

Sa vie se termina, le 27 septembre 1918, avant que ne fût signé l'armistice. Le président de l'Assemblée, Paul Deschanel, lui rendit hommage lors de la séance du 1^{er} octobre 1918. Ses obsèques furent célébrées en l'église Sainte-Élisabeth, non loin de son domicile parisien. Les honneurs militaires lui furent rendus par le bataillon du 187^e régiment de ligne, accompagné par une musique militaire. L'inhumation eut lieu ensuite au cimetière de Pantin.

Le conseil municipal de Cette lui rendit hommage dans sa séance du 24 octobre 1918. Une rue de Sète est nommée depuis le 18 juin 1930, Rue Député Molle.

SOURCE : Jacques Blin, *Molle Jean Joseph L'Heureux, Député-Maire de Cette*, Sète, Éditions Flam 2001, 236 p. (ouvrage biographique comprenant en annexes les principales interventions de Jean Joseph l'Heureux Molle à l'Assemblée nationale).

Jacques BLIN

* * *

*

LESPINASSE Charles, Pierre

Né le 11 décembre 1885 à Mussidan (Dordogne), mort le 5 avril 1959 à Carcassonne (Aude) ; ingénieur des Travaux publics affecté au Canal du Midi (chef de la subdivision de Carcassonne) ; militant socialiste SFIO, franc-maçon ; résistant, déporté à Buchenwald le 17 janvier 1944, libéré en mai 1945.

Charles Lespinasse naquit dans une famille de petits artisans. Après ses études, il travailla quelques années avec son père qui exerçait la profession de carrossier ; ensuite, il présenta le concours de conducteur des Ponts-et-Chaussées. Nommé en 1910 commis à La Réole, il fut affecté l'année suivante à la subdivision d'Agen. Sous-lieutenant dans un régiment du Génie, il fut blessé sur le front de Champagne le 25 septembre 1915. Il fut fait chevalier de la Légion d'Honneur avec la citation suivante : « *Officier d'une bravoure calme et réfléchie, d'un sang-froid admirable, a rendu les plus grands services par son habitude des travaux, sa valeur technique et son ascendant sur ses hommes. Gravement blessé d'une balle à la tête en étudiant le tracé d'une piste d'artillerie au travers des lignes ennemies conquises malgré le tir d'une mitrailleuse isolée qui gênait ses travailleurs.* » Revenu à Agen après sa démobilisation, il épousa le 8 juillet 1919 Suzanne Clanet dont il aura deux enfants.

Nommé au service des Canaux du Midi en avril 1920, il fut affecté à Carcassonne en tant qu'ingénieur. Initié le 13 janvier 1907 à La Démocratie charentaise (Angoulême), il s'affilia à la loge Les Vrais Amis Réunis dont il fut plus tard le vénérable. Il s'implique dans la vie politique locale. Aux élections municipales de 1935, il mena la liste socialiste mais, au deuxième tour, il refusa de figurer sur la liste d'union de la gauche car il n'avait pas admis les méthodes employées par les communistes. La liste radicale fut élue.

Charles Lespinasse fut un résistant de la première heure. Il fut l'un des organisateurs des manifestations républicaines des 14 juillet et 20 septembre 1942 devant la statue de Barbès à Carcassonne. Malgré les menaces de mort de la presse collaborationniste (notamment l'hebdomadaire *Gringoire*), il devint un des principaux animateurs du mouvement Combat et diffuse la presse clandestine. Ayant appris qu'il venait d'être inscrit sur une liste de 24 personnes à arrêter dressée par la Milice et envoyée au préfet, il décida de gagner Londres en passant par l'Ariège, l'Andorre et l'Espagne. Une patrouille allemande l'arrêta alors qu'il gravissait avec une dizaine de compagnons le sentier qui mène au port de Siguer, à la frontière franco-andorrane. Il fut incarcéré d'abord à la prison de Foix (Ariège), ensuite à la prison Saint-Michel de Toulouse, avant d'être transféré à Compiègne d'où il partit le 17 janvier 1944 pour le camp de Buchenwald puis Flossenbourg. Avec une précision étonnante, il rédigea quotidiennement des notes ; ainsi, il retraça la vie dans les camps, brossa les portraits de nombreux compagnons d'infortune assortis de réflexions personnelles, dessina des plans de baraquements qui permettent d'avoir une idée de ce qu'était l'organisation du camp. Déjouant les fouilles, il était parvenu à cacher soigneusement ces notes qu'il a remises en forme à son retour. Malheureusement elles n'ont pas été publiées mais le manuscrit *Quinze mois à Buchenwald* peut être consulté à la B.M de Carcassonne.

Libéré le 23 avril 1945, il fut hospitalisé pendant un mois dans un hôpital américain en Allemagne ; le 28 mai, il arrive à Carcassonne. « Je descendais du wagon dans un état de faiblesse lamentable. La barbarie nazie avait fait de moi un homme diminué, au visage barbu, ne portant sur ses os qu'une peau infiniment petite. J'avais l'aspect d'un vieillard qui conserve la vie par son regard, son bon moral, sa confiance. J'oubliais un instant que j'étais un déporté dans un état physique impressionnant, sinon effrayant par ma terrible maigreur. » Lespinasse reprit, après quelques mois de repos, ses activités d'ingénieur au Canal du Midi jusqu'à sa retraite le 1er juillet 1949. Aux élections municipales d'octobre 1947, il mena à Carcassonne la liste SFIO qui subit un échec sévère qu'il ne supporta pas. Il abandonna aussitôt son mandat de conseiller. Faute de majorité stable, le conseil municipal fut dissous le 17 mars 1950. Lespinasse fut nommé membre de la délégation spéciale chargée d'administrer la ville : ce sera sa dernière participation à la vie politique de Carcassonne. Son état de santé se dégrada car il avait contracté en Allemagne la tuberculose. Il abandonna ses fonctions dans plusieurs associations, notamment les HLM de l'Aude dont il présidait le conseil d'administration. Fin 1953, il quitta sa charge de vénérable des Vrais Amis Réunis qu'il avait occupée au total pendant une vingtaine d'années. Une des dernières manifestations à laquelle il participe est le congrès de l'Association des combattants volontaires de la Résistance qui se tint à Carcassonne le 5 décembre 1954 : le général Ginas, compagnon de la Libération, lui remit la croix de Commandeur de la Légion d'Honneur. Trois ans plus tard, en septembre 1957, Lespinasse fut élevé à la dignité de Grand Officier.

Il décéda le 5 avril 1959. Au cimetière deux discours furent prononcés par Pierre Rives, au nom des déportés, et Jules Fil*, maire de Carcassonne, qui déclara notamment : « Le devoir, c'était pour lui le mot clé qui réglait sa conduite et quand il avait choisi plus rien ne pouvait le déterminer à revenir en arrière. »

SOURCES : Arch. Nat., centre de Fontainebleau, Légion d'Honneur, dossier Lespinasse. — Archives des Voies navigables de France à Toulouse, dossier Lespinasse. — Archives du Grand Orient de France ; loge Les Vrais Amis Réunis. — Archives départementales de l'Aude, série M. — État-civil de Mussidan et de

Carcassonne . — *Le Midi Libre*, 6 avril 1959. — Paul Tirand, *Les Vrais Amis Réunis, une loge maçonnique carcassonnaise à l'aube de ses 150 ans*, Carcassonne, Imprimerie Gabelle, 2011, 320 p.

Paul TIRAND

* * *
*

OZIL Jules, Alcide

Né le 8 avril 1890 à Saint-Christol-lès-Alès (Gard), mort le 9 février 1964 à Saint-André-de-Valborgne (Gard) ; entrepreneur ; maire SFIO puis PSU de Saint-André-de-Valborgne (1944-1964) ; conseiller général SFIO puis PSU de Saint-André-de-Valborgne (1949-1964) ; résistant ; militant SFIO puis PSU.

Originaire de la région d'Alès, Jules Ozil était un petit entrepreneur. Dès 1921, il mit en place un service d'autobus reliant Alès, Saint-Jean-du-Gard et Saint-André-de-Valborgne notamment.

Dès les années 1930, il militait à la SFIO, tout en étant investi dans les filières laïques locales. Responsable local de la résistance, il fut l'un des responsables de l'Armée Secrète du canton de Saint-André-de-Valborgne, puis des maquis du Gard. Ami personnel de Jean Bastide*, il était lié avec le pasteur Hermé. Président du CLL, il fut nommé maire de Saint-André-de-Valborgne en 1944. Elu maire SFIO en 1945, il devint également conseiller général à 60 ans en 1949, prenant la suite de Fernand Borgne, déporté, maire de Saumane, élu en 1945.

Constamment réélu dans ses deux mandats jusqu'à son décès en 1964, il faisait partie des élus SFIO qui appelèrent à voter Non au référendum de 1958, avant de rejoindre le PSA puis le PSU dans le sillage de Robert Gourdon* et Jean Bastide.

À sa mort, il fut remplacé à la mairie de Saint-André de Valborgne par Paul Blanc puis par Roger Atger (agriculteur, né en 1927), conseiller municipal (1959-1979) puis maire socialiste (PSU puis FGDS-PS) et conseiller général entre 1979 et 2004.

SOURCES : Arch. Nat., F/1cII/305, 309, 440, 703 ; F/1cIV/152, 157. — Archives de l'OURS, dossiers Gard. — Arch. Marc Heurgon, dossiers Gard. — *Le Monde* et *Tribune socialiste*, 10/6/1961, 21/3/1964. — Jean Bastide, *Profession de foi d'un enfant du siècle*, Pont-Saint-Esprit, La Mirandole, 1995. — Mairies de Alès et de Saint-André-de-Valborgne. — Entretien avec Roger Atger.

Gilles MORIN, François PRIGENT

* * *
*

MERCADER Félix

Né le 30 avril 1892 à Perpignan (Pyrénées-Orientales), mort le 11 mars 1949 à Perpignan ; architecte ; militant de la SFIO ; résistant (Libération-Sud) ; maire de Perpignan de 1944 à 1949.

Fils de Jean, Ignace Mercader, marchand tapissier à Perpignan domicilié 6 rue du jardin botanique et de Joséphine, Augustine, Félicie Féraud, une Provençale. En 1892, ils étaient âgés respectivement de 41 et 33 ans. Félix Mercader fit ses études secondaires au collège de garçons (futur lycée François-Arago) de Perpignan. Il fit également toute sa carrière professionnelle dans sa ville natale. Il habita successivement : 1 bis, rue traverse du Ruisseau (avant 1914) ; 5, rue Alphonse Daudet, de 1928 à 1934 ; 4, boulevard des Albères, à partir de décembre 1934, dans l'immeuble dont il dressa les plans

situé dans le nouveau quartier du sud-ouest de Perpignan que l'on était en train d'urbaniser après la démolition de ce secteur des remparts de la ville.

Félix Mercader effectuait son service militaire au 53^e RI (le régiment de Perpignan) depuis 1913 lors qu'éclata la Première Guerre mondiale. Caporal depuis le 8 avril 1913, il partit au front le 7 août 1914. Il fut blessé à Flirey le 29 septembre 1914 : atteint par une balle qui lui traversa la jambe droite et provoqua une plaie suppurante. La participation à ce combat lui valut sa promotion au grade de sergent et une citation du corps d'armée avec les commentaires suivants : « Excellent gradé. A fourni à plusieurs reprises la preuve d'un courage et d'une énergie à toute épreuve. Blessé à la jambe au moment où il conduisait sa section à l'assaut, a malgré sa blessure, continué à commander ses hommes jusqu'à ce que l'objectif soit atteint ». La croix de guerre avec médaille de vermeil lui fut attribuée. Versé dans le service auxiliaire, il y fut maintenu jusqu'au 28 novembre 1915. Au front dès le 29, il n'y demeura pas car il gagna à nouveau l'intérieur, dans le service auxiliaire, le 31 décembre. Appelé à nouveau au front, à partir du 6 octobre 1916, il y resta jusqu'au 25 septembre 1917. La commission de réforme de Perpignan le déclara « inapte provisoirement, à la zone des armées » le 13 septembre 1918. Le 13 octobre 1919, la commission de réforme de Béziers (Hérault) le maintint au service auxiliaire avec une pension temporaire de 20 %. Meurtri dans sa chair par la guerre, celle-ci ne lui inspirait que dégoût. Certains de ses articles dans la revue professionnelle départementale *Lo Mestre d'Obres* (ainsi dans le n° 13 de juin-juillet 1935 son article sur la défense passive) laissent transparaître ses convictions pacifistes. Concerné par la guerre civile espagnole, ce militant socialiste et pacifiste, analysait en expert, dans le n° 45 de mai-juin 1938, « L'effet des bombardements aériens sur les immeubles » de Figueres ou Port-Bou, localités de l'Ampourdán voisin (qu'il connaissait et où il avait des amis) ou, même, de Cerbère, commune roussillonnaise frontalière touchée par l'aviation allemande au service de Franco, le 26 mai 1938.

Avant la Seconde Guerre mondiale, il milita dans le mouvement des anciens combattants. Il fut trésorier départemental de la Fédération des mutilés des Pyrénées-Orientales (Union fédérale des Anciens combattants, UFAC). Il fut également président départemental de l'UFAC.

Le 10 octobre 1918, il épousa à Perpignan Marie, Thérèse, Madeleine Bernet, sans profession, née à Fourques (Pyrénées-Orientales) le 20 septembre 1896. Ils eurent deux enfants. L'aîné, Henry Mercader*(1920-1993) s'illustra principalement pendant la Résistance et comme animateur d'associations à finalités éducatives et sociales. Le second fils de Félix Mercader et de Marie-Thérèse Bernet, Robert, naquit le 7 janvier 1928 à Perpignan. Il se maria avec Nicole Marouteix le 12 avril 1952 à Mesnil-le-Roi (Seine-et-Oise). Géomètre, père de trois filles, il émigra aux États-Unis et s'installa en Virginie, dans la banlieue de Washington DC. Il mourut en 1994.

Au début des années 1920, Félix Mercader fut formé par Henry Sicart dont il fut le collaborateur au début de sa carrière et avec qui il réalisa, entre 1922 et 1924, la reconstruction de l'église de Théza (Pyrénées-Orientales). Plus tard, établi à son compte, il avait deux cabinets, l'un à Perpignan et l'autre à Prades. Mu par des préoccupations sociales et hygiénistes, il se fit le chantre (dans de nombreux articles de *Lo Mestre d'Obres*) et le réalisateur des équipements ruraux (réseaux d'adduction d'eau, d'égouts, de salles municipales) ou urbains (voirie de Perpignan, habitat social, colonies de vacances comme celle de « la Mauresque », près de Port-Vendres, évoquée en 1936 dans le n° 20). Mais l'une des réalisations dont il était le plus fier était celle, en collaboration avec Samuel Banyuls (frère de Marceau Banyuls*), du pont-siphon de Villefranche-de-Conflent, moderne dans sa conception (et toujours fonctionnel en 2013), qui permit d'« économiser » 5 km de trajet en terrain calcaire et difficile à un canal d'irrigation du Conflent, long de 62 km construit sous le Second Empire auquel il consacra un important ouvrage à la fois technique et historique en relatant la construction, au XIX^e siècle (*L'Histoire mouvementée du canal de Bohère*, Perpignan, 1933, 127 p., préface de Joseph Rous*, député SFIO des Pyrénées-Orientales).

Dans sa vie professionnelle, il s'illustra, dans les années 1930, pour avoir animé la revue *Lo Mestre d'Obres*, lieu d'expression de la féconde école architecturale perpignanaise qui s'épanouit dans ces

années-là (voir aussi Lloansi Cyprien). Il fut le gérant de cette revue mensuelle créée en 1934 qui proposa des solutions originales aux problèmes de la construction de maisons individuelles, de l'habitat collectif et de l'urbanisme.

Intéressé par le patrimoine monumental roussillonnais, il publia dans cette revue, une série d'articles, assez éclectiques du point de vue des problématiques abordées : « La viabilité de Perpignan », 5, 1934 ; « La remise en état du pont de Céret il y a deux cents ans », 44, 1938 ; « Le camp de vacances de la Mauresque » [colonie fondée par les JLR des PO], 20, 1936 ; « Deux vieilles tours du Roussillon. La Massane, la Madeloch », 27, 28, 29, 31, 32, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 1936-1939). Il s'intéressa aussi au sort du monument perpignanais le plus imposant, le palais des rois de Majorque, propriété de l'armée jusqu'en 1946.



Félix Mercader adhéra au Parti socialiste SFIO dès 1920. Il fut candidat aux élections municipales de mai 1929 à Perpignan sur la liste socialiste SFIO conduite par Jean Payra. Battu au second tour, il se représenta aux élections municipales de mai 1935, sur la « liste socialiste Payra » et fut élu. Conseiller municipal, il ne cessa de s'intéresser aux problèmes d'urbanisme et d'habitat social. Il fut déchu de son mandat, le 1er décembre 1940, en même temps que les élus socialistes et radicaux de 1935.

Félix Mercader, collection de l'OURS

En contact avec le mouvement Libération auquel il adhéra puis avec les MUR, Félix Mercader ne joua cependant pas un rôle de premier plan dans la résistance perpignanaise. Il dut cependant s'éloigner à trois reprises de la ville car il se savait menacé par la police de Vichy puis par la Gestapo. La demeure familiale de sa femme à Fourques fut un premier "abri" tout relatif. Mais, pour se faire "oublier", il se réfugia momentanément à Levier (Doubs), chez un ami proche, Clovis Levier, pépiniériste. Approché par le chef départemental des MUR, Camille Fourquet*, il accepta d'être maire de Perpignan à la Libération. En effet, Fourquet, président du MLN des Pyrénées-Orientales ne voulait surtout pas que le maire désigné fût un affidé du « clan » socialiste local dont le chef de file était Louis Noguères* qu'il détestait. Brice Bonnery*, adjoint de Payra, décédé en 1937, aurait dû occuper ce poste. Mais, ami de Noguères, il fut écarté par Fourquet qui pensa ensuite à l'avocat Louis Baixas qui se désista, avant que Mercader ne finisse par accepter. Le 19 et le 20 août 1944, Félix Mercader participa à la Libération de Perpignan et prit possession de l'hôtel de ville, en sa double qualité de maire désigné et de président du CLL. Cet organisme se réunit la première fois sous sa présidence le 4 septembre 1944. Le lendemain, il se transformait en conseil municipal et s'élargissait. Les élections municipales d'avril-mai 1945 à Perpignan provoquèrent la crise qui entraîna peu après le discrédit puis la disparition du CDL. Socialiste, Mercader accepta de jouer le jeu des « listes uniques » que proposaient Camille Fourquet et le PCF et que refusa la SFIO reprise en main par Louis Noguères. Sa « liste commune d'union patriotique et républicaine » qui rassemblait 16 socialistes, 8 communistes, deux représentants du FN, deux de la CGT, un de l'UFF, deux du MLN, un adhérent de « Jeune République » fut élue, et les socialistes qui en faisaient partie furent, momentanément, exclus de la SFIO qui avait suscité, avec les radicaux, la formation d'une liste concurrente. Félix Mercader et ses colistiers socialistes réintégrèrent bientôt leur parti et ne cherchèrent pas à maintenir leur alliance avec le PC lorsque s'installa, en 1947, la guerre froide. Ce fut donc sans problèmes que, aux élections municipales des 19 et 26 octobre 1947, il conduisit une liste socialiste qui affronta quatre autres listes : du PCF, du MRP, du RPF et du Parti radical. La surprise vint du score du RPF qui emporta dix sièges. Les radicaux eurent 8 élus et les socialistes 7 (au lieu de 21, précédemment). Ils formèrent la majorité du conseil municipal contre le RPF et le PCF

(12 élus conduits par André Tourné*). Le 26 octobre, le conseil municipal réélit Félix Mercader maire car son score personnel aux élections avait été considérable. Dans sa gestion, il ne cessa de manifester un vif intérêt pour les problèmes de voirie et d'habitat populaire. Amateur d'art éclairé, il décida d'installer à la place de la Loge de Perpignan une statue, chef d'oeuvre d'Aristide Maillol qu'il connaissait personnellement. Ce fut aussi Félix Mercader qui fit acquérir en 1946 par la ville, l'hôtel Pams grande demeure bourgeoise construite au début du XXe siècle par Jules Pams, issu d'une famille de commerçants et industriels, plusieurs fois ministre et député radical du département qui fut candidat contre Raymond Poincaré à l'élection présidentielle de 1913. Ce bâtiment accueillit pendant de nombreuses années la bibliothèque municipale, les dépôts archéologiques des fouilles de Château-Roussillon et le siège d'autres institutions culturelles d'intérêt communal ou départemental.

Avant 1939, Félix Mercader exerça des responsabilités au sein du syndicat départemental des architectes des Pyrénées-Orientales : vice-président en 1934, trésorier en 1937-1938, président en 1939. Il fut également membre du conseil régional de l'ordre.



**Félix Mercader s'exprimant en public à Perpignan
le 22 août 1944 devant les familles des victimes des combats
de la Libération de la ville (Cliché Chauvin, recadrage)**

Franc-maçon, il était membre, avant 1940, de la loge perpignanaise de "Saint-Jean-des-Arts de la Régularité" (Grande Loge de France). Il est vraisemblable que, comme beaucoup de ses amis proches (comme Cyprien Lloansi), ou comme pendant un bref moment son fils Henry, il se soit affilié, après la Libération, au Grand Orient de France, à la nouvelle loge "La République".

En 1945, Félix Mercader était le vice-président de l'ordre des architectes des Pyrénées-Orientales. Parmi les autres fonctions qu'il occupait en 1945 et qui témoignent de son engagement dans la vie sociale de sa ville et de son département, on peut noter : président de l'Aéro-club du Roussillon (il obtint son brevet de pilote à l'âge de quarante-sept ans après son fils Henry) ; délégué à l'aviation populaire des Pyrénées-Orientales ; président du comité France-Espagne ; vice-président de l'œuvre « La Mauresque » (Port-Vendres), colonie de vacances, dès les années 1930, pour les enfants de Perpignan ; vice-président du club de natation « Les Enfants de Neptune de Perpignan » ; conseiller architectural de l'Oeuvre des Auberges de Jeunesse ; administrateur de la Coopérative centrale agricole ; président départemental, enfin, des Anciens de la Résistance.

Félix Mercader avait de multiples contacts avec les réfugiés espagnols, catalans plus particulièrement, nombreux à Perpignan : il entretenait une correspondance avec le violoncelliste Pau

Casals établi à Prades et soutint financièrement le Barcelonais Joan Claramunt i Quer (1893-1960), baryton et directeur de théâtre réfugié à Perpignan.

Atteint prématurément par la maladie, Félix Mercader, homme modeste et affable, apprécié de ses concitoyens, mourut d'un infarctus en 1949. Ses obsèques civiles furent l'occasion pour la population, en particulier pour tous les résistants de la gauche non communiste, de rendre au maire défunt un grandiose hommage officiel immortalisé par la caméra talentueuse d'un cinéaste perpignanais, Louis Llech. Son enterrement à Fourques, le village de sa femme, fut pour Llech l'occasion de filmer une séquence admirable, d'une beauté plastique remarquable.

Depuis le 20 juin 1949, un grand boulevard de Perpignan, celui le long duquel il avait réalisé la conception de l'immeuble qu'il habitait depuis 1934, porte son nom et honore sa mémoire. En septembre 2009, le maire de Port-Vendres, Jean-Pierre Romero, inaugura en présence des deux petites filles de Félix Mercader inaugura, afin de perpétuer sa mémoire, une stèle et une voie qui conduit à l'Institut médico-éducatif "La Mauresque", l'impasse Félix-Mercader. En effet, l'ancien maire de Perpignan avait cédé pour un franc symbolique les terrains nécessaires à la construction de ce centre éducatif et ne cessa, par la suite, de s'impliquer dans son administration.

SOURCES : Arch. Dép. Pyrénées-Orientales, 3 M 513, EM, 1935 ; 1 R 511, registre matricule. — Arch. com. Perpignan, 1 D 1 44 ; 1 D 1 45 ; 1 D 1 47, état civil. — Archives cinématographiques de L'Institut « Jean Vigo », films originaux de Louis Llech. — Arch. privées de la famille Mercader (Geneviève Gras et Claude Albert-Mercader, petites-filles de Félix Mercader). — Jean-Louis Coste, Catherine Delmas, *Quand Perpignan était une île*, film de montage, réalisé à partir des séquences filmées par Louis Llech entre 1948 et 1952, Perpignan, Atelier Jean Vigo, 2003. — *Lo Mestre d'Obres*, revue mensuelle du syndicat des architectes des Pyrénées-Orientales, Perpignan, 1934-1940. — *Le Cri Catalan*, 11 mai 1929. — *Le Travailleur catalan*, Perpignan, 21 avril 1945. — *Le Républicain du Midi*, en particulier, les n° des 12 et 13 mars 1949. — *L'Indépendant*, 13 septembre 2009. — Jean-François Charvet*, "Félix Mercader", *Annales 1919-1932*, publication de la Fédération départementale des associations d'anciens combattants et victimes de guerre des Pyrénées-Orientales, Perpignan, 1932, pp. 143-145. — André Balent, « Mercader Félix », *DBMOF*, XXXVI, 1990. — Anne Besnier-Desportes, *Vivre et habiter à Perpignan de 1947 à 1954 à travers Le Travailleur catalan*, maîtrise (dir. Jean-Marcel Goger), université de Perpignan, 2005, 266 p. — Roger Bernis, *Roussillon politique. Du réséda à la rose*, 1, *Le temps de quatrième*, Toulouse, Privat, 1984. — Camille Fourquet, *Le Roussillon sous la botte nazie*, [tapuscrit inédit de souvenirs concernant la Résistance dans les Pyrénées-Orientales], s.d. [1965], 207 p. — Cyprien Lloansi, « Dessins à la plume » [un amical portait, professionnel et politique, de Mercader par un confrère et camarade de parti], *Lo Mestre d'Obres*, revue mensuelle du Syndicat des architectes des Pyrénées-Orientales, 13, juin-juillet 1935, pp. 6-7. — Julie Stoumen, « L'architecture des années 1930-1940 à Perpignan », Actes de la IIe rencontre d'Histoire et d'Archéologie d'Elne, collège « Paul-Langevin », 30, 31 octobre et 1er novembre 1999, *Ville et territoire. L'historien et l'archéologue dans sa cité*, Elne, Société des amis d'Illiberis, 2003, pp. 333-340. — Entretien téléphonique (24 mai 2013) avec Geneviève Gras, domiciliée à Fourques, petite fille de Félix Mercader.

André BALENT

* * *

*

PARSUIRE Dominique, Isidore, Jean [pseudonymes de clandestinité : « Prades », « Gandhi » ; pseudonyme littéraire : « Joan D.I. »].

Né le 2 février 1903 à Fillols (Pyrénées-Orientales), mort à Montpellier (Hérault) le 25 mai 1981 ; instituteur dans les Pyrénées-Orientales ; militant socialiste ; conseiller d'arrondissement du canton de Vinça élu le 10 octobre 1937 ; syndicaliste ; militant de l'« École moderne » ; franc-maçon ; résistant, cadre départemental de Libération-Sud, des MUR et des FFI ; artiste ; écrivain de langue française et catalane.

Dominique Parsuire était le fils de Jean Parsuire, mineur du fer, et de Catherine Monceu, son épouse âgés respectivement, à sa naissance, de vingt-six et vingt ans. Initialement le patronyme était orthographié « Poursuire », mais, par décision du tribunal civil de Prades (Pyrénées-Orientales), il fut

désormais transcrit « Parsuire », cette nouvelle orthographe devant être portée sur les registres de l'état civil. Dès 1923, elle figurait sur le registre matricule établi par l'administration militaire.

Il entra à l'école normale de Perpignan le 1er octobre 1920. Ce fut dans ce cadre qu'il noua des liens avec des personnes dont il fut très proche, Louis Torcatis*, en tout premier lieu. Trois élèves de sa de promotion à l'école normale de Perpignan, Louis Torcatis, Antonin Pagès* et Marcel Mayneris* — qui, quoique plus âgé, fut élève maître au même moment car il avait été mobilisé en 1918-1919 — devinrent ses amis proches. L'amour de la musique — Parsuire pratiquait le piano — rassembla encore davantage Parsuire, Torcatis et Mayneris. François Roig* fut aussi de la même promotion. Plus tard, Parsuire devint l'ami proche d'un instituteur plus jeune que lui, François Montagut*.

Incorporé à Montpellier (Hérault) au 81e RI le 13 novembre 1923, Parsuire entra à l'école d'élèves officiers de Saint-Maixent (Deux-Sèvres) le 26 novembre 1923, en même temps que son ami de l'école normale, Torcatis. Le 24 mai 1924, il fut nommé, ainsi que Torcatis, sous-lieutenant de réserve. Il fut affecté à Marseille (Bouches-du-Rhône) au 12e RTS. Il fut rendu à la vie civile le 7 novembre. Il fut promu lieutenant de réserve le 21 novembre 1927.

Il se maria le 15 juillet 1925 à Llupia (Pyrénées-Orientales) avec Juliette, Marie, Victorine Brial, institutrice originaire de cette commune des Basses Aspres. Le couple eut deux filles : Line, épouse Montoussé vécut à Castelnau-le-Lez (Hérault) fut initiée à la franc-maçonnerie ; Ginette, épouse du docteur Bouchy, gastro-entérologue, fut professeur d'éducation physique et sportive et vécut à Canet-en-Roussillon (Pyrénées-Orientales). De retour du service militaire, il résida d'abord à Thuir, puis à Ponteilla et, à partir de septembre 1938, à Perpignan.

Instituteur à Ponteilla, il fut nommé en octobre 1938 à l'école des Haras à Perpignan. Mobilisé le 2 septembre 1939, il intégra le 54e RIC à Hyères (Var) deux jours plus tard. Le 31 janvier 1940, la commission de réforme de Toulon prononça son maintien en activité à la suite d'un examen cardiaque. Sa fiche du registre matricule n'indique pas la date de sa démobilisation. Le 1er novembre 1940, il fut muté d'office à Céret (Pyrénées-Orientales). Le 1er mars 1942, D. J. Parsuire fut déclaré comme démissionnaire d'office de son poste de directeur d'école pour « menées antinationales ». Était-ce pour son appartenance à la franc-maçonnerie ou était-il déjà soupçonné d'activités résistantes ? Il réintégra l'enseignement public en 1945 après un bref passage à l'Armée. Il termina sa carrière dans l'enseignement spécial : il fut le directeur d'un centre d'enseignement de Perpignan destiné aux handicapés mentaux, l'école du docteur Simon.

Franc-maçon, Parsuire appartient à la loge perpignanaise Saint-Jean des Arts de la Régularité (Grande loge de France). Le directeur de l'école primaire supérieure de Perpignan l'aurait initié dès 1928. Nous ignorons si, comme beaucoup de maçons de gauche ayant appartenu à cette loge, il adhéra, après 1945 au Grand Orient de France (Voir Lloansi Cyprien, Olibo Jean).

Parsuire, homme de gauche et esprit critique, partageait avec quelques uns des normaliens de sa génération une profonde détestation des régimes fascistes. Son pacifisme nourri des souvenirs douloureux de la Grande Guerre, s'il l'amena à se ranger parmi les « Munichois », ne le conduisit pas, comme certains, à adhérer, en 1940, aux idées de collaboration. Il retrouva dans la Résistance des amis — dont quelques uns comme Torcatis alors militant du PC avec qui il maintint toujours un débat amical — qui avaient pris à l'automne 1938 des positions résolument hostiles à l'expansionnisme hitlérien.

Dominique Parsuire adhéra dès 1931 à la section de Thuir de la SFIO pour laquelle il tint pendant quelque temps une chronique dans *Le Cri Catalan* et dont il fut le délégué au congrès fédéral du 29 octobre 1933. Dans le même temps, il participait à la vie des cercles pradéens (Voir Boix Michel, Fabre Marius) « d'Avant-garde » proposant l'unité d'action entre socialistes et communistes. Il devint l'un des rédacteurs de *L'Avant-Garde* dès son n° 3 (février 1932). Après les événements de février 1934 qui renforcèrent sa conviction qu'il fallait développer l'unité d'action avec le PC, il

participa aux activités du mouvement Amsterdam-Pleyel, animant ainsi, le 29 avril 1934, avec les communistes François Marty* et André Gendre* une réunion de ce mouvement à Thuir. Il devint bientôt l'un des dirigeants les plus en vue de la SFIO des Pyrénées-Orientales, intervenant dans les débats et occupant divers postes de responsabilité. Dominique Parsuire fut réélu à la CAF par le congrès fédéral de la SFIO du 2 juin 1935 où il réaffirma ses convictions laïques et où il défendit la nécessité d'une réforme électorale avec une représentation proportionnelle intégrale et l'égalité des droits politiques pour les femmes. À celui du 8 septembre 1935, il se présenta sur la liste de la Bataille socialiste, tendance à laquelle il adhéra un temps (et par intermittence, selon les questions soumises à la discussion) mais dont il se détacha définitivement en 1938 car il désapprouvait alors ses « penchants bellicistes ». Il fut secrétaire de la commission fédérale des conflits qui exclut le député Joseph Rous* de la SFIO et suspendit Jean Canal* de ses délégations. Secrétaire de la section de Ponteilla fondée dans la dynamique du Front populaire, il fut son délégué au congrès fédéral du 26 janvier 1936 dont il assura le secrétariat. Prenant position dans le conflit qui opposait le « dissident » Joseph Rous, député sortant de Prades, il présenta un vœu —renvoyé à la CAF— de la section de Ponteilla demandant que Rous se retirât au profit de Paul Faure, secrétaire national de la SFIO afin de barrer la route au candidat de la droite, René-Victor Manaut (1891-1992), sous-secrétaire d'État à l'Intérieur (1929-1930) et député de 1919 à 1932. Au congrès fédéral du 24 mai 1936, il fut réélu à la CAF sur la base du texte de Thuir inspiré par Louis Noguères*. Mettant à profit les vacances d'été de 1936, il se rendit en Catalogne peu après le déclenchement de la guerre civile espagnole ce qui lui permit d'expliquer dans *Le Socialiste des Pyrénées-Orientales* du 29 octobre 1936 le fonctionnement du comité des milices antifascistes de Catalogne. Devant le conseil fédéral du 7 février 1937, il se fit le porte parole, avec Marcel Mayneris*, du texte issu de la réunion, au Boulou, des sections socialistes de la circonscription de Céret opposé à celui de la Gauche révolutionnaire défendu par Isidore Forgas* et Jean Jacquier* présent à Perpignan. Mettant à profit ses réflexions d'animateur de l'École moderne, mouvement ouvert à l'utilisation des nouvelles techniques audiovisuelles, il proposa lors de la séance du 25 février 1937 que « l'organisation de la propagande par le cinéma » fût à l'ordre du jour du prochain congrès fédéral. La CAF de la SFIO le désigna (28 février 1938) pour remplir les fonctions de bibliothécaire archiviste de la fédération et de l'Union des techniciens socialistes. En juin 1937, il exerçait les fonctions de secrétaire fédéral adjoint administratif de la SFIO. Lors du congrès fédéral du 4 juillet 1937, il défendit le principe de la nécessité de la suppression du Sénat et de nationalisations à réaliser « d'urgence ». Sur le « problème espagnol », en fait la non intervention dans Guerre civile espagnole, il fit adopter une résolution que Jean Zyromski défendit devant le congrès national de Marseille. D'ailleurs, Parsuire soutint la motion d'orientation proposée à ce congrès par la Bataille socialiste (elle fut majoritaire à Perpignan devant celles proposées par la Gauche révolutionnaire et par Léon Blum et Paul Faure. Parsuire fut l'un des délégués des Pyrénées-Orientales à Marseille). Dominique Parsuire fut, avec Lucien Dhoste*, le candidat de la SFIO dans le canton de Vinça aux élections pour le renouvellement partiel des conseils d'arrondissement. Il fallait remplacer Gipulo*, maire de Vinça, conseiller sortant qui ne voulait pas se représenter. Bien qu'étant originaire d'un village proche de Vinça, mais du canton de Prades, Parsuire, volontiers « anti-électorale » n'accepta de présenter que parce qu'il avait, selon Marcel Mayneris, l'assurance d'être battu. Mais il fut élu conseiller d'arrondissement de Vinça. Dès le premier tour (10 septembre) avec 589 voix (539 à son colistier socialiste Dhoste), il devança les communistes Gendre et Fitte, les radicaux socialistes Illes et Gallia et les candidats d'extrême droite, Cabanat et Casanobe. Au second tour, opposé à l'extrême droite, il fut élu avec 1229 voix (1286 à Dhoste). Ce fut le seul mandat politique que Parsuire exerça. Au congrès fédéral du 29 mai 1938, il intervint à nouveau, cette fois sur le problème de la dissolution de la fédération de la Seine (à majorité GR), exigeant des compléments d'information et demandant pour les militants de cette tendance la possibilité de se défendre. Il fut à nouveau réélu à la CAF. L'éventualité de la participation de la France à une guerre le préoccupait et l'amenait à se prendre ses distances avec la

Bataille socialiste : dans une tribune libre du *Socialiste des Pyrénées-Orientales*, il affirma avec force ses convictions pacifistes et son hostilité aux perspectives d'une union nationale. Il affirma avec conviction ses choix munichois à la conférence fédérale de la SFIO (27 novembre 1938) consacrée au « Problème de la Paix ». « Pas de bellicisme dans le parti socialiste, s'écria-t-il, ajoutant que « une propagande intense en faveur de la Paix » était indispensable. "La guerre est d'essence capitaliste, détruisons d'abord le capitalisme ! ». Il réclamait, à la suite de Munich, « une conférence internationale » qui, seule, « pourrait résoudre les problèmes économiques, ethniques et territoriaux en suspens ». Lors de la préparation du congrès fédéral extraordinaire du 11 décembre 1938 qui suivit, il publia une tribune libre dans *Le Socialiste des Pyrénées-Orientales* du 9 décembre, intitulée « Contre la guerre » dans laquelle il exprimait avec emphase son pacifisme qui, lors de la réunion de la section de Perpignan, l'amena à voter (ainsi que Pascal Bernole*) pour la motion présentée par Maurice Deixonne* et Ludovic Zoretti* au congrès national de Montrouge. Lors de ce congrès fédéral, il réaffirma des convictions pacifistes et révolutionnaires finalement assez proches de l'ancienne GR devenue PSOP. Mais il vota pour Zoretti, munichois et futur collaborationniste, dont le texte rassembla 11 mandats contre 102 à la motion de Blum et 129 à celle de Paul Faure, elle aussi munichoise. Notons qu'en 1938, officier de réserve, il fit une période militaire à Castres (Tarn) avec Torcatis qui ne partageait pas les mêmes opinions sur l'attitude à adopter à l'égard d'Hitler. Au congrès fédéral du 21 mai 1939, il fut réélu comme titulaire à la CAF au titre de l'Union des techniciens socialistes. Toujours résolument pacifiste, il défendit dans les colonnes du *Socialiste* le pacifisme de la majorité du SNI, son syndicat. Avant la Seconde Guerre mondiale, Parsuire fut aussi l'un des animateurs de la Jeunesse socialiste. Il composa l'hymne (en catalan) des JS départementales, *En davant ! Cançó de la Joventut socialista catalana* ou *Cançó de la Joventut socialista del Rosselló*, dont le refrain était : « En davant ! Visca la Revolució ! » (« En avant ! Vive la Révolution ! ») qu'il lança à Ponteilla en 1938. Le 2 octobre 1938, il fut élu (avec Aimé Fabre* et Joseph Pons) à la commission de contrôle des JS des Pyrénées-Orientales. Il était également membre adulte du comité fédéral mixte des JS avec Marianne Rauze-Comignan*, François Ramonet, Aimé Fabre, Damien Fabre et Pascal Bernole*. En 1939, au moment de la Retirada, il hébergea momentanément des membres du gouvernement républicain espagnol.

Avant 1939, Parsuire fut un militant du syndicalisme enseignant et des mouvements éducatifs parascolaires. Après sa sortie de l'école normale, il milita avec Louis Torcatis*, Marcel Mayneris*, Robert Bazerbe*, Antonin Pagès* dans le groupe des jeunes de la Fédération unitaire de l'Enseignement animé par Michel Noé*. Adhérent de la Fédération unitaire de l'Enseignement, Parsuire soutint la majorité fédérale. Par la suite, au SNI, il soutint l'École Émancipée. Il adhéra au groupe départemental de l'École moderne dont il devint, avec Pagès*, Torcatis* et François Montagut*, l'un des animateurs les plus assidus. Parsuire se rendit à Vence afin de rencontrer Freinet. Avec Torcatis, il publia un *Recueil de chansons pour l'École gaie* et réalisa plusieurs disques de chansons édités par la coopérative de l'enseignement laïque (CEL) dont Antonin Pagès fit la promotion dans *L'Éducateur prolétarien*, organe de presse de la CEL. Il était aussi correspondant du comité départemental de « Vacances pour tous, association mutuelle de tourisme populaire » créée par le SNI qu'il présenta dans un article de *L'Action syndicale*, le mensuel de la Bourse du Travail de Perpignan et syndicats confédérés des Pyrénées-Orientales.

Avant 1940, Parsuire, abonné à la revue catalaniste *Nostra Terra*, adhéra au mouvement du même nom (Voir Bassède Louis, Grau Roger) sans y militer activement.

Nous ignorons quand Parsuire entra en Résistance. Il était proche de deux socialistes qui impulsèrent la création de Libération-Sud. Il connaissait bien Jean Olibo* qu'il côtoyait dans la même loge maçonnique perpignanaise. D'autre part, il était un des familiers de Mayneris depuis l'école normale. Aussi Parsuire adhéra-t-il au mouvement Libération-Sud, constitué formellement dans les Pyrénées-Orientales le 20 février 1942. Parallèlement il collaborait au fonctionnement de

filières de passages clandestins vers l'Espagne où il avait des contacts. En effet, muté à Céret, près de la frontière, il revenait deux fois par semaine à Perpignan. Son appartement abritait occasionnellement des candidats au franchissement de la frontière (des aviateurs de la RAF en particulier). Après sa révocation, il trouva un emploi au Comptoir forestier, ce qui lui permit d'aller souvent en Vallespir : depuis Céret, il participa au fonctionnement de filières par Las Illas et le roc de Fraussa, sans doute dans le cadre du réseau Brutus où se retrouvaient beaucoup de socialistes ou sympathisants actifs par ailleurs dans les mouvements Combat ou Libération. Peu après sa révocation de l'enseignement public, le 1^{er} mars 1942, « pour activités syndicales et menées antinationales », il rendit fréquemment visite, à Passa, à son ami Torcatis qu'il convainquit d'adhérer à Libération. Ils collaborèrent alors étroitement dans le cadre du mouvement. Sachant qu'il faisait l'objet d'une surveillance policière, Parsuire évita désormais de passer la nuit chez lui, préférant être hébergé par des amis. La mise en résidence surveillée du premier chef du mouvement, Jean Olibo, le 14 juillet 1942, provoqua une première restructuration du mouvement au plan départemental sous la responsabilité de Joseph Rous [de Puyvalador]*. Parsuire entra au comité directeur en même temps que Brice Bonnery*, Pierre Tixador, Marcel Bruzy, Michel Guisset, Fernand Baixas, Louis Torcatis, et Marcel Mayneris. Dès le printemps 1942, Parsuire et Torcatis jetèrent les bases de l'organisation de la branche militaire du mouvement, Para. En septembre Parsuire était l'adjoint de Torcatis, chef départemental de Para. La constitution des MUR dans les Pyrénées-Orientales, le 15 février 1943, s'accompagna, en avril, de la structuration de sa branche armée, l'AS. Torcatis en devint le chef. Parsuire figurait dans l'état-major initial parmi ses adjoints. Il était coresponsable du 1^{er} bureau (effectifs, recrutement, fonds) avec le colonel de Bussy. Il étudia la possibilité de coups de main et de sabotages contre les forces allemandes et de mettre en place des maquis ou « réduits » et un ambitieux plan de mobilisation de quelques supposés 3000 membres ou sympathisants de l'AS : on ne sait pas sur quoi reposait cette évaluation très optimiste de ces effectifs faite après la Libération et de leur possibilité d'armement. Tout au plus assura-t-il l'armement de certains éléments de Perpignan et des environs. Mais les MUR furent quasiment démantelés. La plupart de ses dirigeants des Pyrénées-Orientales furent arrêtés le 23 mai 1943 décapitant l'organisation. Parsuire fut arrêté par la *Siecherheitspolizei* en même temps que de Bussy. Ils furent internés le 23 mai 1943 à Montpellier (Hérault) à la prison militaire allemande. À Perpignan, le bruit avait couru qu'il était détenu à la Santé. Passé dans la clandestinité et de passage à Paris, Torcatis avait même sifflé *La Chanson des Marteaux* sous les murs de la prison. Faute de preuves, Parsuire fut libéré le 8 septembre et plongea dans la clandestinité. Parsuire participa ensuite à la restructuration des MUR et, surtout, de l'AS. Nous ignorons quelles furent ses activités concrètes. Il fut, au lendemain de la Libération, membre de



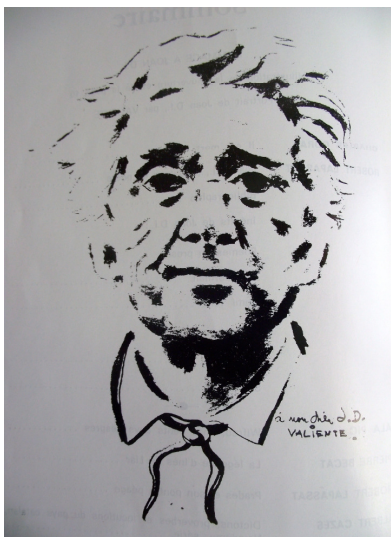
**Perpignan, 17 décembre 1944, inauguration de la place Gabriel Péri. Des officiers FFI. De gauche à droite : André Tourné*, Joseph Balouet, Georges Delcamp*, Dominique Parsuire, Dominique Cayrol*.
Photo Chauvin, collection Balent.**

l'état-major des FFI des Pyrénées-Orientales, créées seulement le 31 juillet 1944). Il apparaît à ce titre, avec le grade de capitaine, dans de nombreuses photographies prises dans les semaines qui suivirent la Libération du département. Sous l'autorité de Dominique Cayrol* ancien chef départemental de l'AS, cet état major rassemblait aussi un commandant, l'instituteur Joseph Balouet et deux autres capitaines, Jean Couret*, des FTPF et Jean Delpont*, de l'AS. Les éléments de sa fiche du registre matricule postérieure à 1939 ont été presque tous effacés. Dans la rubrique « Détail des services et mutations diverses », on ne lit que très difficilement les mots suivants « ...commandant FFI (voir dossier individuel) ». Une bonne partie de la colonne « corps d'affectation » a été aussi effacée. Ne reste que la mention « officier » (au crayon) dans la rubrique « armée territoriale de réserve ».

Après la Libération, Parsuire s'occupa personnellement des fils de Louis Torcatis, assassiné à Carmaux le 18 mai 1944 par les hommes de l'intendant de police Pierre Marty. Il milita à nouveau dans les rangs de la SFIO dont il se détacha progressivement à partir de la seconde moitié des années 1950. Il demeura proche de Louis Noguères en 1945, lors de la première crise qui secoua la SFIO locale lors des élections municipales d'avril 1945 puis, à nouveau, en 1950 lorsque Arthur Conte* et Louis Noguères s'opposèrent. Au congrès fédéral de la SFIO du 8 décembre 1947, il devint responsable de la rédaction du *Cri socialiste*, l'hebdomadaire départemental du parti. Il en fut quelque temps le rédacteur en chef. En 1946, Parsuire participa à la tentative impulsée par la SFIO, de lancer un nouveau quotidien à Perpignan, *Le Cri du soir*. Le 1er juillet 1946, il fut avec le député Louis Noguères* le fondateur d'une SA coopérative destinée à gérer le nouvel organe de presse et en rédigea les statuts. Mais *Le Cri du soir* ne prospéra pas et ne parut que du mois d'avril 1946 au mois de mai 1948. Membre du bureau fédéral de la SFIO, il fut candidat dans le canton de Saint-Laurent-de-la-Salanque lors du renouvellement de la moitié des conseils généraux du 20 mars 1949. Éliminé au premier tour, il obtint 273 voix (Roger Torreilles*, PCF, 1307 ; Joseph Artès, radical-socialiste, maire de Torreilles, 1038 ; Laurent Vidal-Barragué*, républicain socialiste, ex-SFIO, président de la CGA, 574 ; Ferdinand Grézaud, journaliste, RPF, 317). Au deuxième tour, un nouveau candidat, Victor Dalbiez*, également radical, ancien député et ministre, ancien maire de Perpignan qui afficha l'étiquette de radicale fut— contre Artès qui le battit— le candidat d'une gauche qui pourfendait l'anticommunisme et prenait la défense de l'URSS. Parmi ses interventions publiques les plus remarquées, on remarqua son article du *Cri Catalan* — qui succéda au *Cri socialiste* le 22 juillet 1950 — du 16 septembre 1950 où il intervenait dans la violente campagne menée par Louis Noguères contre la reparution de *L'Indépendant* sous l'égide de ses propriétaires évincés en août 1944 et qui leur avait été restitué par une décision de justice. Elle visait aussi un autre socialiste, Arthur Conte, rallié à l'entreprise de reparution de *L'Indépendant*. Il revenait sur la « trahison » présumée de l'épouse du Jeanne Brousse, née Suzanne alias « la Marquise », femme de Georges Brousse, ancien directeur du journal arrêté en mars 1944 et mort en 1945 en déportation en Allemagne.

Le goût de Parsuire pour la musique a été évoqué plus haut. Mais il s'essaya aussi à de nombreuses disciplines artistiques : peinture, sculpture, écriture. En 1947, il exposa à Perpignan ses aquarelles. La revue littéraire et culturelle perpignanaise *Tramontane*, relevait en 1947, parmi les oeuvres exposées des « paysages de chez nous avec de la fraîcheur, de l'originalité et du modernisme parfois. De même des nus féminins ». Dans la même revue, Jacques Saze notait en 1949 l'intérêt de Parsuire pour la céramique dont il faisait profiter aussi ses élèves de l'enseignement spécial. Il décrivait à ce propos : « l'œuvre magnifique poursuivie par J.D. PARSUIRE, directeur de l'école J. Simon, qui nous a présenté dernièrement un ensemble d'étonnantes céramiques d'enfants arriérés ou anormaux. Ces trouvailles naïves de formes, de couleurs ou de matières auront-elles des lendemains ? Peu importe. Leur esprit s'éveille à la beauté, leurs mains s'en imprègnent, c'est déjà un résultat inespéré ». Après la guerre, Parsuire réalisa plusieurs sculptures, notamment, de mémoire, un buste en bronze de son ami Torcatis aujourd'hui exposé à l'école "Louis-Torcatis" de Saint-Estève (Pyrénées-Orientales).

Parsuire connu puis devint l'ami d'un artiste de renom Manuel Pérez Valiente (1908-1991). Après la guerre cet Espagnol réfugié de la *Retirada* commençait à être reconnu à Perpignan. Il l'aida, lui procurant en 1950 un poste d'enseignant d'arts appliqués à l'école du docteur Simon qu'il dirigeait.



Parsuire par Manolo Pérez Valiente
Conflent, 112, 1982. Photo A. Balent

Parsuire et son ami Montagut le recommandèrent ensuite à Maurice Iché*, maire socialiste d'Ille-sur-Têt et directeur du cours complémentaire qui fit en sorte qu'il obtînt (1956) un poste de lecteur d'espagnol dans un établissement. L'amitié entre Valiente et Parsuire ne démentit jamais au fil des ans. En 1974, Parsuire consacra un numéro monographique de la revue *Conflent* (Voir Lapassat Robert) à la vie et à l'œuvre de Valiente. Ce dernier fit son portrait publié dans le n° 112 de *Conflent* (Prades), couverture et p. 10. Pendant longtemps, Parsuire écrivit surtout des articles de réflexion politique, nourrissant le débat. Les textes de chansons mises en musique par Torcatís relevaient aussi de l'activité militante et professionnelle même si elles indiquaient une inclination pour une écriture plus littéraire. Parsuire publia pourtant dès 1939 dans *Le Socialiste des Pyrénées-Orientales* du 24 février 1937 une courte nouvelle, « La mort de Thomaset, berger à Taulis »,

où il montrait déjà d'évidentes dispositions pour l'écriture littéraire. Ce ne fut que tardivement qu'il donna la mesure de ses talents. Modeste, il s'adressa au directeur de la revue pradéenne *Conflent*, Robert Lapassat* qui accepta volontiers ses textes. Il eût mérité, sans doute, pour ses textes de prose, un éditeur qui eût donné à ses écrits un public plus vaste. Ses narrations, parfois autobiographiques, évoquant sa jeunesse ou le Conflent et le Roussillon de la première moitié du XXe siècle sont très suggestives, d'une grande justesse de ton et ont révélé une écriture d'une grande sûreté. Il écrivit aussi des poésies en français mais aussi en catalan. Un recueil de poésies, *Le temps à chaînes* évoque l'époque de la résistance et le souvenir de Louis Torcatís. À la fin de sa vie, qu'il passa en Vallespir, à Amélie-les-Bains, il redécouvrit avec ferveur sa catalanité, affirmant avec force son attachement à une identité et une langue qu'il ne renia jamais même s'il ne les cultiva pas avec autant de force que dans les années 1970. Il arborait parfois de façon ostensible la *barretina* (sorte de bonnet phrygien porté par les Catalans du XVe siècle jusqu'au début du XXe siècle).

Ses obsèques civiles eurent lieu dans la plus stricte intimité le 27 mai 1981. La revue *Conflent* lui rendit hommage dans son n° 112 (1982). Il existe une rue « Joan DI » à Amélie-les-Bains. Pour sa participation à la Résistance, Parsuire fut décoré de la Croix de guerre avec palmes.

ŒUVRES : textes imprimés autres que musicaux : (sous le pseudonyme de pseudo Joan D.-I.), « La vie magnifique de Valiente », *Conflent*, 71, 1974, pp. 269-327 ; 3) narrations, contes et récits parfois autobiographiques dans *Conflent*, n° 56, 58, 60, 62, 64, 65, 66, 68, 78, 84, 91, 94, 97, 104, 107, 110, de 1972 à 1981 ; poésies en français et en catalan (plusieurs recueils et dans *Conflent* ; des inédits : récits et contes, des poèmes en français (dont *Le temps à chaînes*, chez l'auteur 1971, 30 p.) et en catalan, trois comédies dont une en catalan. — Bibliographie partielle de ses œuvres littéraires (années 1960 et 1970, sous le pseudonyme de Joan D.I.), *Conflent*, 112, Prades, 1981, p. 14). La bibliographie complète reste à établir. — Collaborations politiques ou littéraires à de nombreux organes de presse des Pyrénées-Orientales dès 1932. — Œuvres musicales y compris les paroles de chansons enregistrées : Dominique Parsuire (poèmes), Louis Torcatís (musique), *Chansons pour rendre l'école gaie aux enfants du peuple*, Toulouse, éditions Charles Costes, 21 p. [17 chansons]. — Sous son nom *Ballet de Coppelia*, (valse) partition composée par D.-J. Parsuire, Éditions Gérard Billaudot (s.d.). — *Souvenir*, enregistrement sonore (D.-J. Parsuire, auteur des paroles ; Vincent

Gambeau, composition ; Georges Aubanel, direction d'orchestre ; Christiane Gaudel, chant), disque 78 tours, Scoladisque, 1954. — *Petits pantins*, quadrille enfantin, pour évolutions rythmiques (D.-J. Parsuire, Louis Torcatis*, Georges Aubanel, direction d'orchestre), disque 78 tours, Coopérative de l'enseignement laïc, sl., sd. [avant 1939]. — *Le semeur*, enregistrement sonore ; *Les marteaux* ; *Bonjour*, (textes de Parsuire, musique de Torcatis, interprétée par Mlle Decroix de la Gaieté lyrique), disque 78 tours pour l'étude et l'accompagnement des chants scolaires, Coopérative de l'enseignement laïc, sl., 1934.

SOURCES : Arch. dép. Pyrénées-Orientales, 1 R 587, registre matricule, f° 992 ; 3 M 382 ; 3 M 382, élections au cons. arr. de Prades, 1937. — Arch. com. Fillols, état civil, acte de naissance de Dominique Parsuire et mentions marginales. — Arch. privées André Balent, manuscrit inédit et inachevé de Marcel Mayneris concernant la période 1940-1944 (remis le 10 juillet 1983 à Perpignan). — *L'Avant-Garde*, Prades, n° 3 et sq. (1932). — *L'Éducateur prolétarien*, 8-9, 10 février 1936. — *L'Action syndicale*, mai 1938. — *La Voix des Jeunes socialistes catalans*, 8, juin 1938 ; 11, octobre 1938. — *Almanach de la Voix des Jeunes*, 1938. — *Le Cri Socialiste*, nouvelle série, (1945-1949). — *Le Républicain du Midi*, 21 mars 1949. — *L'Indépendant*, 29 mai 1981. — André Balent, « Du Front populaire à la résistance. L'itinéraire d'un militant perpignanais : Marcel Mayneris (1899-1993) », *Études roussillonnaises*, XVI, 1998, pp. 165-192 ; Notice « Balouet Joseph, Marcel », *Nouveau dictionnaire de biographies roussillonnaises*, Perpignan, Publications de l'Olivier, pp. 92-93. — Roger Bernis, *Roussillon politique. Du réséda à la rose...*, 1, *Le temps de Quatrième (1944-1958)*, préface de François Goguel, Toulouse, Privat, 1984, 286 p. [pp. 81, 217]. — Gérard Bonet, *L'Indépendant des Pyrénées-Orientales. Un siècle d'histoire d'un quotidien 1846-1950. L'entreprise, le journal, la politique*, Perpignan, Publications de l'Olivier, 2004, 764 p. [p. 484]. — Charles Coral, « Hommage à Joan D.I. Il est mort le poète », *Conflent*, 112, Prades, 1981, pp. 11-12. — Émilienne Eychenne, *Les portes de la liberté. Le franchissement clandestin de la frontière espagnole dans les Pyrénées-Orientales de 1939 à 1945*, Toulouse, Privat, 1985, p. 285 [p. 216]. — Camille Fourquet, *Le Roussillon sous la botte nazie*, tapuscrit inédit, Perpignan, s.d. [1959] [p. 38]. — Ramon Gual & Jean Larrieu, *Vichy, l'occupation nazie et la résistance catalane*, II b, *De la Résistance à la Libération*, Prades, Terra Nostra, 1998, 686 p. [p. 443, 449, 458, 809, 874, 901, 934]. — Robert Lapassat, « Joan D.I., prosateur et poète », *Conflent*, 112, Prades, 1981, p. 13. — Jean Larrieu, *Vichy, l'occupation nazie et la Résistance catalane*, I, *Chronologie des années noires*, Prades, Terra Nostra, 1994, 400 p. [pp. 109, 165, 170, 185, 232]. — Étienne Llauro, *Torcatis « Bouloc ». Destin d'un humaniste 1904-1944*, préface de Jean Larrieu, Portet-sur-Garonne, Loubatières, 1998, 495 p. [pp. 23, 24, 27, 28, 55, 58, 69, 72, 73, 89, 116, 123, 129, 163, 257, 258, 260, 261, 265, 266, 267, 274, 377, 424, 425, 426]. — Jean de Loiseul, rubrique « Vie artistique », *Tramontane*, 286-287, Perpignan, 1947, pp. 301. — Jacques Saze, « Bilan de l'activité artistique en Roussillon depuis cinquante ans : la céramique », *Tramontane*, 353, Perpignan, 1953, pp. 43-51 [p. 49]. — Georges Sentis, *Les communistes et la Résistance dans les Pyrénées-Orientales. Biographies*, Lille, Marxisme / Régions, 1994, 182 p. [p. 103]. — Courriels de Brigitte Manera Payrou, 6 septembre 2012 et d'Étienne Llauro, 21 avril 2013. — Entretiens avec Aimé Delmas (Perpignan, 26 mars 1983) ; Marcel Mayneris (Perpignan, 2 juillet 1982, 6 octobre 1982, 13 octobre 1982) ; Lucette Justafré (Ille-sur-Têt, 5 octobre 1983) ; Francine Montagut, fille de François Montagut*, Montauriol, 12 juin 2012. — Information orale communiquée par Pierre Grau (novembre 2010). — Conversation téléphonique avec Étienne Llauro, 17 avril 2013.

ICONOGRAPHIE : Gual & Larrieu, op. cit., 1998, p. 874, Parsuire officier FFI à Perpignan le 17 décembre 1944, avec André Tourné*, Joseph Balouet, Georges Delcamp*, Dominique Cayrol* ; p. 901, l'état-major des FFI des PO le 27 août 1944 ; p. 934, la promotion de l'école normale : Parsuire avec Louis Torcatis*, Antonin Pagès*, François Roig*.

* * *
*

MORENO Jacinto [Hyacinthe]

Né à Grenade (Andalousie, Espagne) le 13 janvier 1912 ; mort à Sète (Hérault) le 11 octobre 1982 ; républicain espagnol ; mineur à Alès (Gard) ; employé de commerce au port à Sète ; artiste peintre ; compagnon de route du Parti communiste.

Jacinto Moreno était le fils de Francisco Moreno-Gimenez, né à Grenade et de Mercédès Gutierrez-Guerrero née à Grenade. Enfant, il reçut une éducation religieuse, mais devint ensuite athée. Le 8 mars 1939, en Espagne, il se maria civilement avec Josefa Barull. Le mariage civil n'étant pas reconnu en Espagne franquiste, il se maria à nouveau à Sète le 21 juillet 1951. Ils eurent neuf enfants, nés entre 1941 et 1963, dont deux jumelles nées en 1950.

Jacinto Moreno fut l'ami de Federico Garcia Lorca dont il illustra des poèmes qui furent notamment présentés à la médiathèque de Bagnols-sur-Cèze (Gard) du 2 au 24 décembre 2008 lors de l'exposition « l'Espagne au cœur ».

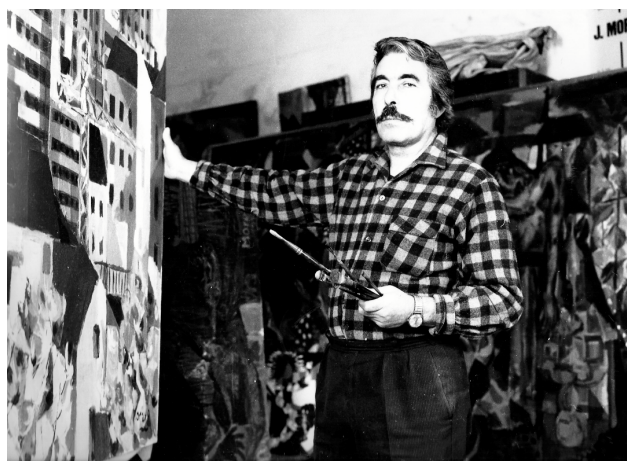
Il fut lieutenant dans l'armée républicaine espagnole, puis, en 1938, devint capitaine dans l'Infanterie. Condamné à mort, il se réfugia en France en 1939 où il travailla tout d'abord dans les mines à Alès (Gard).

En 1945, il vint s'installer à Sète où il travailla sur le port. Sa passion de la peinture lui permit de se lier avec le peintre François Desnoyer. Très vite il fit la connaissance d'autres artistes sétois.

Du 18 au 29 juin 1960, il fut un des invités de l'exposition du groupe Montpellier-Sète, qui se tint, salle Tarbouriech (alors située en mairie de Sète) avec un tableau intitulé *Les clowns musicaux*. À cette occasion nous pouvons noter son prénom subit une francisation en Hyacinthe que l'on retrouvera désormais assez souvent, alors qu'il était attaché à son prénom espagnol Jacinto.

Il participa à de nombreuses expositions dans la région. Ainsi, en 1960, il obtint le prix de *La tauromachie* à Nîmes. En 1961, il devint sociétaire du Salon d'automne, au cours duquel il reçut un prix témoignant de la reconnaissance de son travail. Il demeura sociétaire de cette institution, datant de 1903, jusqu'en 1981. Il donna sa démission à la suite de la perte d'une de ses toiles. En 1975 il reçut la médaille de bronze du Salon international de Paris-Sud.

Les « cartons verts » de la bibliothèque de l'Institut national de l'Histoire de l'Art conservent deux documents, couvrant la période 1962-1963, parmi plus de 42 000 cartons d'invitation à des expositions ou à des vernissages et divers autres prospectus ou plaquettes.



Jacinto Moreno dans son atelier. Années 1970 ou 1980. Arch. privées de Marie-José, fille de Jacinto Moreno.

À Sète, Il a laissé une décoration destinée à la halle aux primeurs, actuellement déposée au musée Paul-Valéry de Sète. Il fit don d'une de ses fresques pour le Foyer du Thonnaire (résidence accueillant des personnes âgées) à l'île de Thau à Sète, afin de remercier la municipalité dirigée par Gilbert Martelli* qui avait accueilli son ami le peintre Jordi. Fidèle à ses engagements ouvriers, il fut à l'origine, pendant les événements de Mai-Juin 1968, avec son ami cheminot le peintre René Grégogna, d'une exposition regroupant 38 artistes sétois dont, entre autres, Sarthou et Desnoyer. Ils organisèrent ainsi un soutien financier des artistes à l'action des travailleurs. Il exposa ses œuvres à deux reprises au musée Paul-Valéry. La première fois il présenta une rétrospective de son travail. Puis la seconde exposition se déroula du 19 novembre 1993 au 9 janvier 1994.

Il conserva sa nationalité espagnole jusqu'à son décès, car il était attaché à ses racines. Cependant, il respectait beaucoup la France qui l'avait accueilli, lui et sa famille. Mais il se sentait toujours profondément espagnol. En faisant ce choix, il se vit attribuer un passeport d'apatride qui lui interdisait tout engagement public en politique. De sensibilité communiste, il fut un compagnon de route du Parti communiste, sans en devenir membre.

Depuis 1982, une rue de Sète porte son nom.

SOURCES : *Les rues de Sète*, ouvrage collectif, Sète, éditions Mairie de Sète, p.185. — Jacques Blin, *Regards engagés sur 1968 à Sète. Pour témoigner de ce moment militant*, Sète, à compte d'auteur, 2008, 106 p. — Renseignements fournis par sa fille Marie-Josée en avril 2013.

Jacques BLIN

* * *

*

MERCADER Henry [écrit parfois "Henri"]

Né le 19 novembre 1920 au Boulou (Pyrénées-Orientales), mort le 11 janvier 1993 à Montpellier (Hérault) ; maître d'éducation physique à Vernet-les-Bains (Pyrénées-Orientales) puis à Perpignan (Pyrénées-Orientales) détaché à la direction départementale de la Jeunesse et des Sports ; vigneron à Fourques ; résistant (Libération Sud) ; maire de Fourques (Pyrénées-Orientales) d'août 1944 à mai 1945 ; conseiller municipal de Perpignan (1953-1959) ; adhérent de la SFIO puis du PS.

Henry Mercader était le fils de Félix Mercader* et de Marie-Thérèse Bernet native de Fourques. Si Henry Mercader, naquit le 19 novembre 1920 au Boulou (Pyrénées-Orientales) ce fut un peu par hasard. En effet ses parents se trouvaient alors en villégiature dans cette station thermale.

Henry Mercader passa son enfance et son adolescence à Perpignan. Il fut élève de l'école primaire supérieure de Perpignan devenue ensuite collège moderne. Il y fit des études d'Arts et Métiers, se consacrant de 1934 à 1938, à la préparation de la profession d'architecte. Il suivait, pendant la même période, des cours du soir pour la préparation au brevet de pilote civil d'avion qu'il obtint en 1939.



Henry MERCADER (Collection André Balent. Clichés issus des archives privées Mercader. Recadrages André Balent)

Il s'engagea volontairement pour la durée de la guerre le 28 janvier 1940. Affecté à l'école de pilotage de la base aérienne de Nîmes (Gard), il obtint son brevet de pilote militaire le 29 janvier 1940 après avoir réussi un examen de culture générale et technique équivalent du brevet supérieur. Se trouvant après l'armistice à la 7^e école aérienne de Nouvion (département d'Oran, Algérie), il demanda, étant donné l'arrêt des hostilités, à résilier son contrat d'engagement volontaire. Mais ses supérieurs le retenaient contre son gré sous les drapeaux en Algérie. Son père fit jouer ses relations (lettre au sénateur modéré, non inscrit, de la Marne, Jean Jacquet, le 27 août 1940 ; lettre de Louis Noguères*, député (13 août 1940) —dont pourtant la disgrâce était consommée après son vote le 10 juillet— au général de l'Air Bourcat commandant les forces aériennes en Algérie en faveur du fils Mercader) et finit par obtenir gain de cause. Affecté à Blida (Algérie) en septembre 1940, il termina son séjour sous les drapeaux avec le grade de sergent.

De retour à la vie civile, il s'installa à Fourques, le village de sa mère, dès octobre 1940, et y demeura jusqu'à la fin septembre 1944. Il prit la direction des propriétés familiales, un vignoble hérité de sa mère. Devenu enseignant, il continua à superviser la gestion de ce domaine et la poursuivit après avoir pris sa retraite. Pendant son séjour à Fourques, il présida le club Fourques sportif et fut son moniteur d'éducation physique.

Il se maria à la Cabanasse (Pyrénées-Orientales) le 7 juin 1941 avec Yvette, Andrée Bousquet, fille d'un facteur des PTT. Ils eurent quatre enfants : Geneviève, épouse Gras, née à Fourques le 8 avril 1942, secrétaire de direction à la Chambre de commerce et d'industrie, détachée à l'aéroport de Perpignan puis enseignante d'escrime dans la région parisienne puis à Perpignan —maître d'armes d'escrime au foyer Léo-Lagrange" de Perpignan et à Escrime 66 club d'Argelès-sur-Mer— , retraitée à Fourques ; Jacques, né à Fourques le 7 juin 1943, professeur de maçonnerie au collège d'enseignement technique (puis lycée d'enseignement professionnel Alfred-Sauvy) de La Grange (commune de Villelongue-dels-Monts, Pyrénées-Orientales) : Claude, épouse Albert, née à Vernet-les-Bains le 22 février 1948, professeure agrégée d'éducation physique et sportive à Montpellier (Hérault), retraitée à Collioure (Pyrénées-Orientales) ; Pierre, née le 8 octobre 1956, professeur de sports, détaché à la direction de la Jeunesse et des Sports à la Réunion.

Très sportif, Henry Mercader, titulaire d'un brevet de pilote, pratiqua divers sports : la natation (il fut un nageur de fond des enfants de Neptune de Perpignan) ; le basket (dans le cadre de ses activités professionnelles, il créa des infrastructures et des clubs dans nombre de villages des Pyrénées-Orientales ; il fut entraîneur de l'équipe féminine de basket de Perpignan qu'il conduisit au championnat de France de deuxième division).

Ce goût pour les sports décida de sa carrière professionnelle. Moniteur d'éducation physique en octobre 1944 au nouveau au centre d'apprentissage Pierre-Cardet de Vernet-les-Bains, il fut nommé moniteur délégué à compter du 1^{er} janvier 1945. Il fut ensuite mobilisé le 14 avril 1945 à Strasbourg (Bas-Rhin) où il fut moniteur de sports au GDCA 550. Démobilisé le 30 septembre 1945, il regagna le centre d'apprentissage de Vernet-les-Bains où il avait été nommé moniteur délégué à compter du 1^{er} octobre. Il fut ensuite titularisé sur ce même poste en qualité de maître d'éducation physique et sportive. Il l'occupait encore pendant l'année scolaire 1948-1949. Il fut ensuite détaché à la direction de la Jeunesse et des Sports à Perpignan et occupa ce poste jusqu'à sa retraite en 1980. Il se déplaçait souvent dans les communes rurales du département afin de développer des activités sportives (rugby, basket), des centres de loisirs. Parallèlement, il était aussi administrateur du foyer Léo-Lagrange de Perpignan (*Voir Jésus-Prêt Robert*).

Henry Mercader participa à la Résistance dans les rangs de Combat dès 1942 puis de Libération Sud à partir de janvier 1943. Il participa à la distribution de tracts et de journaux (*Libération*) entreposés et répartis par les soins de Joseph Rous [de Puyvalador] et Marcel Bruzy, cadres de Libération-Sud. Parallèlement, il était un agent d'un réseau qui assurait le passage d'aviateurs alliés abattus au dessus du territoire français et qui cherchaient à gagner l'Espagne et, de là, le Royaume-

Uni. Depuis Perpignan, il les acheminait vers la frontière espagnole, via Fourques et Céret. En mars 1943, il intégra l'AS et devint chef de trentaine dans le secteur des Aspres autour de Fourques et de Thuir. Le 19 août 1944, il participa aux combats de la Libération de Perpignan et assura le transport de blessés. Il accéda au grade d'adjudant des FFI le 3 septembre 1944.

Le CDL le désigna comme maire de Fourques, le village de sa mère auquel il demeura toujours très attaché. Son père, désigné comme maire de Perpignan, vint l'installer, délégué par le CDL, dans ses fonctions de maire de Fourques (20 août 1944). Il les exerça de la Libération (19 août 1944) jusqu'aux élections d'avril-mai 1945. Mais résidant à Vernet-les-Bains pour des raisons professionnelles et ayant peu de goût pour l'action politique et l'administration communale, il renonça à briguer un nouveau mandat.

Il fut adhérent de la SFIO (sections de Vernet-les-Bains puis de Perpignan) puis du PS. Il conserva toujours ses idées de gauche. Il fut, pendant un mandat, conseiller municipal de Perpignan, dans une municipalité présidée par Félix Depardon* (1953-1959) : sollicité par ce dernier, il fut candidat, le 26 avril 1953, sur la liste de la SFIO. Celle-ci conquist neuf sièges. Henry Mercader arriva en septième position avec 5782 voix, davantage que la moyenne de la liste socialiste (5722 voix). Après son élection il ne participa guère aux activités du conseil municipal.

Mercader n'appréciait guère Paul Alduy, devenu maire de Perpignan en 1959 et s'éloigna de la SFIO. Attiré par le PSU, il envisagea un moment d'adhérer à ce parti. Il fut fidèle jusqu'à sa mort aux Jeunesses laïques et républicaines de Perpignan (fondées en 1934) que son père avait soutenues dans les années 1930 et dont l'activité fut étroitement liée à "La Mauresque" de Port-Vendres.

Il participa aux activités de la Fédération des oeuvres laïques. Après la mort de son père et jusqu'à sa mort, il présida le conseil d'administration et le conseil d'entreprise de l'institut médico-éducatif de la Mauresque à Port-Vendres (Pyrénées-Orientales). Il fut aussi président de centre d'aide par le travail "La Roselière" d'Elne (Pyrénées-Orientales), président des Oeuvres de plein air au soleil roussillonnais, vice-président de la Fédération de plein-air des Jeunesse laïques et républicaines.

Jeune, au lendemain de la seconde guerre mondiale, Henry Mercader fut initié à la franc-maçonnerie. Il s'affilia à la loge perpignanaise La République du Grand Orient de France. Ses filles Geneviève et Claude ont assuré qu'il n'était pas resté très longtemps franc-maçon. Témoigne de ce fait la carte délivrée par la loge La République : ne comptant aucune date —mais la photographie du titulaire, permet la dater des années immédiatement postérieures à la Libération— ce document, prévu pour trois ans, montre qu'Henry Mercader n'a cotisé au Grand Orient que pour un seul trimestre.

À la retraite, il s'établit définitivement à Fourques où il fut un temps président puis président d'honneur du foyer rural.

Atteint d'un cancer, il mourut à Montpellier le 11 janvier 1993 à la clinique Saint-Roch où il était soigné. Ses obsèques civiles eurent lieu à Fourques le 14 janvier 1993. Le maire de Fourques, Maurice Peytavi, prononça un éloge soutenu, soulignant son engagement social bénévole, en particulier auprès des jeunes, son profond attachement à la viticulture et son amour de la nature, plus particulièrement pour les arbres.

SOURCES : Arch. com. Fourques, état civil, transcription de l'acte de décès d'Henry Mercader, 11 janvier 1993 ; 1 D 15 à 21 (1953 à 1959), registre des délibérations du conseil municipal. — Arch. com. du Boulou, état civil, acte de naissance d'Henry Mercader et mention marginale. — Arch. privées Mercader (Geneviève Gras & Claude Albert-Mercader), documents divers concernant la carrière et les activités d'Henry Mercader. — Arch. privées de Francine Cazes, née Montagut, intégrant celles de François Montagut*, Montauriol (Pyrénées-Orientales). — *L'Indépendant*, 28 avril 1953 ; 14, 16, 20 janvier 1993. — Conversation avec Jean-Luc Pujol, maire de Fourques, Fourques, 10 mai 2013. — Entretien téléphonique avec Geneviève Gras, domiciliée à Fourques, fille d'Henry Mercader, 24 mai 2013. — Entretien avec Geneviève Gras et Claude Albert-Mercader, filles d'Henry Mercader (Fourques, 30 mai 2013).

André BALENT

PELADAN René

Né le 11 février 1937 à Saint-Chaptes (Gard) ; technicien de l'Energie atomique ; syndicaliste Force ouvrière (FO) du Gard ; secrétaire général de l'Union locale FO de Bagnols-sur-Cèze (Gard).

René Peladan, fils d'un couple d'agriculteurs, obtint son CAP de tourneur-ajusteur. Il commença à travailler dans une entreprise nîmoise (Pompes Maroger).

Après avoir effectué un service militaire de 27 mois dont 25 passés dans la marine nationale à Oran (Algérie), il réintégra l'entreprise Maroger en janvier 1960. Quelques mois plus tard, en juillet, il s'embaucha dans une fonderie à Sainte-Suzanne, commune située dans la banlieue de Montbéliard (Doubs). Son salaire fut alors pratiquement le double (500 francs contre 270) par rapport à celui perçu dans le Gard.

En juillet 1961, il intégra l'établissement de Marcoule (Gard) du Commissariat à l'énergie atomique (CEA).

Il se syndiqua à FO en 1964 et il prit rapidement des responsabilités au sein de son syndicat (collecteur de cotisations syndicales, délégué du personnel puis délégué syndical, membre du comité d'hygiène et de sécurité...).

Mai 1968 fut pour lui la première grande grève à laquelle il participa et elle dura un mois. En novembre 1969, le CEA fut secoué par une action massive des organisations syndicales pour s'opposer à une réduction des effectifs. Fin 1971/début 1972, la Fédération FO des Industries chimiques et du Verre connut de très fortes turbulences internes avec la décision prise par Maurice Labi*, son secrétaire général et une partie de l'équipe fédérale de rejoindre la CFDT. Comme une majorité de syndicats appartenant à la Fédération FO de la Chimie, celui de Marcoule subit également une scission. Elle ne fut pas importante car la grande majorité des syndiqués resta fidèle à FO.

Il fut élu en 1973, membre de la commission administrative de l'Union départementale FO du Gard, puis en 1976, secrétaire général de l'Union locale de Bagnols-sur-Cèze. En mai 1977 à Vichy (Allier), il prit part, pour la première fois, à un congrès de sa confédération.

En 1976, le CEA mit en place sa filiale, la COGEMA (Cie générale des matières nucléaires, retraitement des déchets nucléaires) avec le transfert du personnel de l'établissement de La Hague (Manche) et d'une partie de celui de Marcoule. Une grève sectorielle eut lieu afin d'obtenir un accord d'entreprise identique au statut du personnel du CEA. FO obtint, seule, finalement l'ouverture de négociation pour une convention collective du nucléaire au plan national. Mais en raison de l'opposition des autres organisations syndicales, cette négociation ne vit jamais le jour. Après trois mois de grève, un accord d'entreprise fut trouvé, finalement, en 1979, signé par l'ensemble des organisations syndicales, sauf par FO.



De gauche à droite : René Peladan, André Baissac, Jean-Claude Mailly, Joseph Dayre, André Gilly et Raymond Verdier, en 2006. Cliché fourni par René Peladan

À la suite de cet accord, René Peladan a opté pour la COGEMA à la fin de l'année 1979. L'année suivante, il devint délégué syndical central FO au sein de cette entreprise.

En 1993, il fut traduit en correctionnelle pour "diffamation" par une responsable écologiste locale parce qu'il avait contesté, par tract, son analyse des dangers entraînés par l'énergie atomique. Il fut condamné à un 1 franc symbolique par le tribunal correctionnel non sur le fond mais sur la forme ; la justice ayant considéré un terme utilisé dans le tract comme injurieux. L'élection présidentielle de 1995 entraîna son amnistie.

René Peladan siégea, au titre de FO, dans de nombreux organismes liés à la collecte du 1% sur les salaires pour financer la construction de logements dans le cadre des comités interprofessionnels du logement (CIL) tant au niveau local, départemental et régional. Il fut également conseiller prud'homme entre 1984 et 2000 au conseil de prud'hommes de Nîmes, délégué régional de la MACIF (assurances mutuelles) de 1993 à 2013...

Chaque semaine, il continue d'assurer des permanences avec André Gilly*, Raymond Verdier *, Jean-Claude Mathon en tant que conseiller juridique et pour l'AFOC (Association FO des consommateurs).

SOURCES : Arch. de l'Union départementale FO du Gard. — Informations transmises en janvier 2013 par René Peladan.

Louis BOTELLA

* * *

*

MOLINIER André, Jean

Né le 1^{er} septembre 1938 à Alès (Gard) ; professeur ; militant syndicaliste ; militant communiste dans le Gard, adjoint au maire d'Alès.

Ses parents, militants communistes dans le Gard, divorcèrent en 1950. Son père, Louis Molinier, secrétaire du rayon communiste, était indiqué « publiciste » sur le registre d'état civil d'Alès. Sa mère, Françoise, fille de Jean Argence, « sans profession » en 1938, résistante, membre du comité de Libération d'Alès, fut conseillère municipale de cette ville jusqu'en 1977 et adjointe aux affaires sociales de 1965 à 1971. Elle fut une des fondatrices, à la Libération, de « L'Entr'aide alésienne » dont elle fut salariée, où se développèrent des crèches, des cantines scolaires et un foyer de jeunes travailleurs créé en 1964. Elle fut aussi particulièrement active dans l'« Enfance ouvrière au grand air » (dont elle fut présidente d'honneur), dans l'office d'HLM et dans les associations de parents d'élèves.

Jean Molinier, après le baccalauréat, effectua une scolarité en khâgne au lycée de Montpellier. Reçu aux IPES, membre de l'Union nationale des étudiants de France en 1958-1959, il fut élu à la « corpo » des lettres de la faculté de Montpellier. Reçu au CAPES de lettres classiques, nommé à l'annexe de La Grand-Combe du lycée d'Alès en 1962, il y créa une section du Syndicat national de l'enseignement secondaire dont il devint secrétaire. Puis, nommé au lycée d'Alès, secrétaire adjoint du S1, il présida le comité de grève de la cité scolaire en mai-juin 1968. Il fut membre de la commission administrative départementale de la Fédération de l'Éducation nationale de 1974 à 1977, partisan d'un secrétariat ouvert aux différents courants de pensée. Mais il marquait plus d'intérêt pour le militantisme politique. Il fut aussi le secrétaire du comité départemental de la FSGT à la fin des années 1960.

Jean Molinier, réformé, se maria en octobre 1959 à Alès avec une comptable, fille d'un mineur. Le couple eut deux enfants. Veuf en 1987, il se remaria en mars 1996 à Alès avec une employée catholique pratiquante.

Le Midi Rouge

Jean Molinier, membre du cercle d'Alès de l'Union de la jeunesse républicaine de France, adhéra au Parti communiste français à Alès en 1955-1956. Alors que la ville perdait une partie de sa vocation industrielle, secrétaire de la section communiste d'Alès Ouest de 1967-1968 jusqu'à l'abandon de cette responsabilité en 1987, il eut la responsabilité de maintenir l'influence du PCF. Élu conseiller municipal en 1977, succédant à sa mère, et renouvelé en 1983, il présida le groupe communiste du conseil.

En 1982, à l'instigation du maire communiste Roger Roucaute* qui préparait sa succession, Gilbert Millet, ancien député communiste de la circonscription Alès-Le Vigan, vint habiter Alès. En 1983, il fut élu conseiller municipal et adjoint au maire, délégué aux finances. Il succéda au maire en 1985 et Molinier fut élu douzième adjoint au maire, le 20 avril 1985, chargé des finances et des bibliothèques. En 1989, aux élections municipales, la rupture de l'alliance entre socialistes et communistes permit l'élection de la liste conduite par le socialiste Alain Fabre, comprenant des socialistes, des «centristes» et des RPR. Molinier, élu sur la liste à direction communiste qui recueillit 49 % des voix, devint conseiller municipal d'opposition. Réélu en 1995 contre la liste de droite de Max Roustan, il le demeura jusqu'en 2001. Selon des témoignages, l'arrivée de G. Millet avait été mal admise par certains militants communistes qui auraient préféré Molinier ou un autre élu comme successeur de Roucaute. Toutefois, Millet, maire d'Alès, retrouva un siège de député en 1988, battant le candidat du RPR Roustan.

Jean Molinier entra à la commission fédérale de contrôle financier en 1968. Intégré dans le comité fédéral en 1970, il suivit l'école centrale du PCF en août 1970. Candidat au Conseil général dans le canton de Saint-Jean-du-Gard en 1973, il arriva en troisième position avec 289 voix. Il entra au bureau fédéral en 1979, soucieux de développer l'approche théorique, responsable de la formation des militants dans laquelle il essaya d'introduire dans l'enseignement de la doctrine marxiste les apports de Gramsci et de Lucien Sève*. Il revint au seul comité fédéral de 1994 à 1996. Il fut aussi membre du comité régional dans les années 1980. Après 1996, membre du comité de la section communiste, il s'opposa à l'orientation donnée par le secrétaire général Robert Hue (Mutation, gauche plurielle, privatisation d'Air France) et aux orientations de la fédération du Gard. Il fut d'accord par la suite avec la nouvelle politique communiste (dépassement du capitalisme, Front de gauche). Il s'impliqua fortement dans les élections de 2012 en faveur des candidats de ce dernier.

SOURCES : Renseignements fournis par l'intéressé. — Arch. Mun. Alès (Chantal Duplissy). — Archives du comité national du PCF. — Notes d'Antoine Martinez et de Pierre Gros. — Sources orales.

Jacques GIRAULT

LECTURES CHOISIES :

Cédric MARIN, *L'entrée en politique d'un notable républicain lozérien, Théophile Roussel, 1816-1851*, Mémoire de Master 2012, Université de Paris IV (dir. J.O. Boudon et J. Grondeux), 174 p.

Théophile Roussel n'est pas un inconnu en Lozère où son nom a été donné à un boulevard à Mende et à un Lycée à Saint-Chély d'Apcher. Il a sa rue à Paris dans le 12^e arrondissement et a même été honoré d'une statue dans la capitale. Un centre de psychiatrie infanto-juvénile porte également son nom à Montesson (Yvelines).

Médecin, député de la Lozère (1849-1851, puis de 1871 à 1879), sénateur de 1879 à sa mort, président du conseil général en 1874, puis de 1883 à 1903, membre des Académies de médecine et des Sciences morales et politiques, il fut un hygiéniste, précurseur de la médecine sociale et en même

temps un grand notable républicain. Cédric Maurin, s'appuyant sur des sources nombreuses, locales ou nationales, s'est intéressé aux débuts de T.Roussel et éclaire ainsi à la fois l'émergence de sa spécialisation scientifique et les premiers pas de son engagement politique.

Jean –Baptiste, Victor, Théophile Roussel est né à Saint–Chély d'Apcher (Lozère) en 1816. Si son père n'est qu'un simple officier de santé, la famille est aisée, possède des biens fonciers appréciables. T.Roussel étudie d'abord à l'école des frères de Saint–Chély, puis entre au collège Stanislas à Paris de 1829 à 1834, où il acquiert une vaste culture classique. Il aborde ensuite des études de médecine qui le mènent à l'internat en 1839 à la Pitié-Salpêtrière, puis à l'hôpital Saint-Louis. Un voyage en Italie (fin 1841- début 1842) lui permet d'observer des cas de pellagre- maladie alors mortelle- et l'oriente ainsi vers la spécialité des maladies de la peau. En même temps, alors qu'il appartenait à une famille légitimiste et catholique, il se convertit au républicanisme sous l'influence d'un ami, Eugène de Rozière. Un autre voyage d'études dans les Pyrénées et en Espagne (1847-1848) lui permet d'observer d'autres maladies, cette fois professionnelles, l'intoxication au plomb des potiers de l'Agenais, au mercure, des mineurs d'Almaden en Espagne ainsi que la pollution liée aux sécheries de morue de Bordeaux. Il devient ainsi un spécialiste confirmé des problèmes d'hygiène et de prophylaxie, qui sont tout à fait d'actualité à l'époque.

Lorsque la Révolution de 1848 éclate, son père le présente à la députation alors qu'il est absent de Lozère, sur un programme modéré. Il n'est pas élu, mais se place au 11^e rang des candidats. En revanche, en mai 1849, lors des élections à la Législative, il est élu de justesse au troisième et dernier rang, ce qui traduit une certaine percée des républicains en Lozère. Néanmoins Roussel doit aussi son succès à l'influence de sa famille, notamment à celle de ses oncles maternels et paternels, Eugène Roussel et Augustin Gaillardon, tous deux grands propriétaires. À la même époque, il se marie avec une riche héritière noble, Élisabeth d'Estrehan. À la Chambre, Roussel se range parmi les républicains modérés, adopte une attitude réservée sur la question romaine, s'oppose aux transportations des insurgés de juin en Algérie, s'efforce de rendre plus impérative la loi sur les logements insalubres proposée à la Chambre. Lors du coup d'État de Louis Napoléon, s'il ne figure pas parmi les opposants déclarés, il manifeste son opposition en se retirant de la vie politique. Il retrouvera un siège à l'Assemblée nationale en 1871.

Raymond HUARD

* * *

*

Annales du Midi*, t. 124, n° 280, Toulouse, éditions Privat, octobre-décembre 2012 : *Politique et symbolique de la Restauration à la Révolution nationale. Déclinaisons méridionales. Études réunies et présentées par Pierre Triomphe.

L'introduction que Pierre Triomphe propose à ce numéro, met en évidence la complexité de l'approche symbolique du politique, puisqu'il ne s'agit pas de se limiter aux « figurations » telles que les emblèmes, mais aussi d'éclairer les « appréciations » en s'interrogeant comme Olivier Tort sur l'image du Midi sous la Restauration. Économiquement archaïques, inhospitalières à l'égard des visiteurs, politiquement portées à la violence, les régions méridionales apparaissent alors aussi comme exclusivement royalistes, une image qui suscite quelques réserves, notamment chez Thiers qui, voyageant fin 1822 de l'Atlantique à la Méditerranée, dénote les réticences à l'encontre de l'intervention en Espagne, avant d'analyser les origines commerciales de la pulsion droitiste marseillaise.

Plantés sous la Révolution, les arbres de la liberté, quoi qu'il en soit, ont été menacés ici avant même les abattages massifs de 1815-1816. Étudiant la renaissance de ce signe après 1830, et surtout

en 1848, Emmanuel Fureix constate la proscription, dès la répression de juin, de toute adjonction d'éléments symboliques, bonnet rouge par exemple. L'arbre cesse alors graduellement de s'identifier à la République pour devenir dans l'imaginaire social, l'emblème des « rouges ». Aussi les autorités interdisent-elles les plantations, avant de procéder aux abattages à partir de 1850 et surtout après le coup d'État.

C'est également la première moitié du XIX^e siècle qui retient l'attention de Pierre Triomphe pour la « symbolique à fleur de peau ». Il ne s'agit pas seulement des pratiques vestimentaires affirmant la « politisation de soi », mais parfois du marquage, y compris au fer rouge, du corps de l'autre.

Si les observations de Jean-Paul Pellegrinetti sur les fêtes et les banquets républicains se limitent à la Corse, Philippe Lacombrade s'attache à l'espace public montpelliérain. La reconquête royale et catholique du XVII^e siècle a laissé une forte empreinte monumentale et urbanistique dans une ville bornée à l'Est par la citadelle, à l'Ouest par le Peyrou. Les dénominations attribuées aux artères par les élus municipaux légitimistes de la 2^e République vont dans la même direction, que les grands travaux lancés par le maire Pagézy ne parviennent pas à infléchir avant la fin de l'Empire. Consacré en 1871 par l'élection d'un conseil républicain, le recul royaliste ne peut affecter immédiatement l'espace public dans le contexte national d'« ordre moral ». Les choses changent après le scrutin de janvier 1878 qui ouvre la voie à la nomination d'Alexandre Laissac. Le nouveau maire ne tarde pas à interdire les processions, à limiter l'usage des cloches, tout en inscrivant dans la toponymie urbaine, l'héritage des Lumières et de la Révolution aux dépens des appellations à connotation religieuse. Parallèlement à ces changements de noms de rues qui se poursuivent jusqu'à la guerre, les municipalités organisent fêtes ou cérémonies pour célébrer la République, au premier rang le 14 juillet. En 1890, le sixième centenaire de l'université donne l'occasion à Laissac de déjouer une tentative de récupération au profit de l'Église. Si les royalistes ne parviennent pas à tirer parti des premières étapes du parcours de canonisation de Jeanne d'Arc, l'espace montpelliérain qui conserve nombre d'appellations religieuses, reste dépourvu d'une monumentalité républicaine structurante.

Le rejet de la 3^e République qu'affirme le régime de Vichy, se manifeste par la débaptisation des rues et des places, une pratique que Richard Vassakos envisage pour les cinq départements du Languedoc-Roussillon. Devant la répugnance des conseils municipaux élus en 1935 à s'engager dans la voie de la réaction, le ministre de l'Intérieur prescrit aux préfets en octobre 1940 de veiller à la suppression des connotations de gauche. L'épuration odonymique qui débute alors, ne se poursuit guère au-delà d'octobre 1942. Dans ces deux ans, elle frappe majoritairement les socialistes, en premier lieu Jaurès et Salengro, et bénéficie largement à Pétain qui totalise 81 dénominations, tant dans les villes ou les gros bourgs viticoles de la plaine que dans des localités plus modestes qui parfois baptisent une voie ou une place publique pour la première fois. Expression du poids démographique du département, la prépondérance de l'Hérault dans la répartition des hommages au maréchal reflète pourtant les inégalités dans l'urbanisation puisque la Lozère n'honore le chef de l'État qu'à Mende et à Langogne.

Tout en démontrant, s'il en était besoin, que les historiens du politique, loin de se borner à l'analyse des consultations électorales, s'efforcent de repérer jusque dans les comportements quotidiens, les traces des engagements, les six articles de ce numéro spécial rappellent l'utilité, parfois oubliée, de l'approche régionale, voire locale, des phénomènes.

Roland ANDRÉANI

* * *
*

Òscar JANÉ & Xavier SERRA (éds.), *Ultralocalisme. D'allò local a l'universal*, Editorial Afers, col·lecció Mirmanda, Catarroja, Figueres, Perpinyà, 2013, 175 p.

Dans un monde de plus en plus globalisé et alors que la République française, encore une fois et malgré les promesses de campagne, refuse de reconnaître sa multiculturalité, un livre publié en catalan par les historiens Òscar Jané et Xavier Serra, étudie le rapport entre l'appartenance à une culture locale et les valeurs universelles. Le propos n'est pas nouveau, déjà au début du XX^e siècle, Jean Jaurès, en bon connaisseur d'Hegel, inscrivait sa « petite patrie » occitane dans l'internationalisme et l'universel. Les auteurs, en regroupant plusieurs articles (ceux d'Enric Pujol, Eric Forcada, Antoni Vives, Carla González, Xavier Serra, Paül Limorti, Jacques Rancière et Andreu Balent) donnent plusieurs aspects de cette dualité. Le texte qui résume le mieux le propos est celui d'Enric Pujol, « Iniciació al mite de Figueres ». Enric Pujol analyse comment une petite ville de l'Empordà, proche de la frontière d'État, a eu un rayonnement mondial et a pu dominer la pensée politique catalane par ses idées républicaines fédérales. Pour créer de l'universel, il faut partir du morceau de terre où on vit et celui qui perd la langue et la culture de son pays ne peut rien créer parce qu'il n'appartient à rien. Dali produit une œuvre universelle parce qu'il est ancré dans un lieu précis, entre Figueres et Cadaquès. Cette leçon est évidemment en résonnance avec la situation actuelle dans les pays catalans, mais elle pourrait inspirer une France congelée par le jacobinisme. Dans une interview au journal *Punt Avui*, Òscar Jané résumait ainsi sa pensée : « Être "ultralocal" c'est croire que sa culture peut atteindre à l'universel ».

Le département des Pyrénées-Orientales n'est pas oublié dans ces articles. Ce sud ignoré dans sa composante culturelle par l'État jacobin français est aussi le nord de la Catalogne. Eric Forcada décrit comment Prat de la Riba¹ fait évoluer sa pensée du régionalisme au nationalisme catalan pendant son séjour dans le Roussillon au début du XX^e siècle. André Balent analyse, dans un article novateur et aussi polémique, l'itinéraire au XX^e siècle d'un des fondateurs du catalanisme dans le Roussillon, Alfons Mias : « Alfons Mias (1903-1950), el fundador de « Nostra Terra », durant la segona guerra mundial ». André Balent révèle qu'établir une biographie de Mias entre les années 1940 et 1950 tient du tabou dans la mesure où il servit de modèle aux jeunes catalanistes de gauche² des années soixante-soixante-dix, qui taisent sa compromission avec le régime de Vichy et avec les Allemands³. Il ne reste de lui que l'image du modernisateur du catalanisme nord-catalan, proche des idées progressistes de la Catalogne autonome de la Seconde République (1931-1939) et beaucoup vont même contester le fond de sa condamnation par la Chambre civique de Perpignan, ne voyant en lui qu'un patriote catalan victime de la vindicte de certains résistants.

On comprend la tâche difficile d'André Balent pour décrire la dérive d'Alfons Mias. Il s'appuie sur les travaux de Pierre Grau – fils de Roger Grau, un des membres de Nostra Terra – qui est devenu l'historien de la revue, en particulier dans les années précédant la seconde guerre mondiale⁴. Parmi ses sources figurent quelques pages du *Journal* de Mias (*Dietari*), journal que la

¹ Enric Prat de la Riba i Sarrà, (1870-1917) est un avocat, journaliste et homme politique catalan. Premier président la *Mancomunitat de Catalunya*, il est fondateur de l'*Institut d'Estudis Catalans*.

² Autour de la revue *Nostra Terra*.

³ Un livre publié cette année par Joan Peytavi Deixona « oublie » aussi cette partie de sa biographie : *Avantpassats, Histoire et généalogie des grands hommes de Catalogne Nord*, Trabucaire, Perpignan, 2013.

⁴ Pierre GRAU, *Introduction à l'étude du problème national catalan en France : Alfons Mias et l'origine de « Nostra Terra »*, Université de Montpellier III « Paul-Valéry », 1981 ; *Nostra Terra, joventut catalanista de Rosselló, Vallespir, Cerdanya, Conflent i Capcir. Étude d'un mouvement de jeunes catalanistes*, DEA, Université de Montpellier-III – « Paul-Valéry », 1983 ; « « Nostra Terra », association de la jeunesse catalaniste (1937-1939) », *Actes du 110^e congrès national des sociétés savantes*, Montpellier, 1985, Section d'Histoire

famille ou certains admirateurs refusent de confier aux archives publiques. Son origine familiale, catholique traditionaliste et d'esprit carliste amène le jeune Alfons Mias à adhérer à l'Action française. La proclamation de la Généralité de Catalogne le transforme en militant nationaliste catalan progressiste et il se rapproche des occitanistes de la revue *Occitania*. Pendant la guerre civile, il soutient la Généralité et participe à l'aide apportée aux Républicains. Comme les occitanistes, il accueille avec enthousiasme le régime de Vichy et son discours régionaliste, renouant avec ses idées de jeunesse. Mais son maréchalisme outrancier¹ perdure alors que la plupart des occitanistes de *Terra d'Oc* – à l'exception notable de Louis Alibert – se rapprochent de la résistance. Secrétaire de mairie de Palalda (P.O.), il ne dénonce pourtant pas la présence dans le village de Pietro Nenni, antifasciste et militant socialiste italien, réfugié avec toute sa famille. On sait qu'il ferme les yeux sur les passages en Espagne toute proche. Même si des contacts ont été pris par « Nostra Terra » avec les nazis à Montpellier, ils ne débouchent sur aucune collaboration du mouvement catalan dont beaucoup de membres rejoignent la résistance.

Pourtant le *Journal* de Mias montre sa sympathie pour les Allemands du Vallespir – il les invite à manger – et sa haine des résistants qu'il assimilait aux seuls communistes : il parle « d'attentats terroristes » pour désigner les actions de résistance. En janvier 1944, tout laisse supposer que Mias n'est pas étranger à l'arrestation par les Allemands de l'ancien maire d'Amélie-les-Bains, M. Emmanuel Hefler, résistant de dernière heure, déporté par la suite en Allemagne et mort au camp de Bergen Belsen. Il l'aurait dénoncé comme l'auteur de fausses cartes d'identité. C'est ce qui l'incite à trouver refuge dans l'Espagne franquiste. Le 27 août 1944, il fuit en Espagne et retrouve ses amis allemands réfugiés à Figueres. En octobre 1944, résident à Barcelone, il participe à une réunion de l'ex-consul vichyste, Pierre Héricourt, un « ultra » de la collaboration, ce qui montre son inclination idéologique. Il ne semble pas voir la répression anticatalaniste du régime franquiste, ne retenant que son anticommunisme et son soutien au catholicisme. Il est absent lors des séances de la Chambre civique des 10 avril et 5 mai 1945. Il est condamné à l'indignité nationale à vie par contumace le 11 juin 1945 alors que, s'il avait été présent, la peine n'aurait été que de cinq ans. Ses biens sont confisqués. Il meurt à Barcelone en mars 1950 sans jamais être revenu dans le Vallespir, peut-être par crainte de la vengeance des proches de M. Hefler.

Cette trajectoire « sinueuse » est un contre exemple du passage du local à l'universel, le nationalisme français de sa jeunesse le renvoyant, avec son adhésion à Vichy et à la collaboration, dans la part noire de l'Histoire. D'autres membres de « Nostra Terra » ont rejoint la Résistance et la lutte contre le fascisme. Il n'en reste pas moins vrai que le travail d'André Balent est salutaire car l'Histoire doit se débarrasser des mythes : Mias n'est pas un héros de la catalanité victime du nationalisme français, il n'est qu'un enfant des idées maurassiennes. Il est temps aussi que les historiens démolissent les nombreux mythes de l'Histoire.

Miquèl RUQUET

* * *

*

moderne et contemporaine, II, pp. 431-445 ; (avec Maria GRAU), « “Nostra terra” et la Guerre d'Espagne in Jean SAGNES & Sylvie CAUCANAS (éd.), *Les Français et la Guerre d'Espagne, Actes du colloque de Perpignan*, Perpignan ; PUP, 1990, pp. 147-160 ; « Le catalanisme en France entre régionalisme français et nationalisme catalan ou “Nostra Terra” entre “canigonetes” et “Catalunya gran”(1935-1942) », *Bulletin de la Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales*, CIII, Perpignan, 1995, pp. 181-217. « Quand les Allemands courtoisaient les catalanistes du Nord : un témoignage inédit et son contexte », *Lengas*, Université Paul-Valéry – Montpellier III, Montpellier, 2001, pp. 77-101.

¹ *Terra d'Oc*, 22, Toulouse, octobre 1941.

Simonne CHIROLEU-ESCUДИER, Mireille CHIROLEU, Éric ESCUDIER, *La villa Saint-Christophe maison de convalescence pour enfants des camps d'internement. Le secours mennonite américain à Canet-Plage. 1^{er} avril 1941-4 février 1943, Saint-Estève, Alliance éditions, 2013, 192 p.*

Nous connaissons depuis plusieurs années le travail effectué par des œuvres d'assistance humanitaire — des organisations non gouvernementales (ONG), dirions-nous aujourd'hui — en faveur des internés dans les camps mis en place par la Troisième République finissante maintenus et complétés par Vichy. Parmi eux, des enfants : des Juifs, enfermés principalement à Rivesaltes ; des Espagnols, réfugiés de la *Retirada*.

Ces dernières décennies, l'action de l'OSE¹ à Rivesaltes ou à Elne a été bien mise en valeur, à la fois par la publication du journal de l'infirmière suisse Friedel Bohny-Reiter², de monographies concernant le camp de Rivesaltes³ ou la maternité d'Elne et l'action d'Élisabeth Eidenbenz⁴. De la même manière, on a mieux évalué le travail des Quakers de l'*American Friends Service Committee* (AFSC) de la directrice de son "secteur" de Perpignan, l'Irlandaise Mary Elmes qui a organisé les secours aux femmes et enfants réfugiés espagnols, à Vernet-les-Bains, à Canet, aussi, où fut établie une colonie quaker pour enfants, à quelques centaines de mètres de la villa Saint-Christophe.

L'œuvre humanitaire des Mennonites⁵ demeurait largement inconnue. Certes, Gilbert Susagna, notre ancien collègue du lycée Jean-Lurçat de Perpignan, rappelait, à l'occasion, que, enfant réfugié de la *Retirada*, il avait séjourné à la villa Saint-Christophe avec sa mère qui fit partie du personnel. Mais nous ignorions tout de l'histoire de cette colonie d'enfants implantée à Canet-Plage. Pour sa part, Gilbert Susagna livre son témoignage dans la préface qu'il a rédigée pour cet ouvrage.

Le mérite de Simonne Chiroleu-Escudier, Mireille Chiroleu et Éric Escudier est précisément d'avoir tiré de l'oubli cet épisode de l'histoire des associations humanitaires dans les Pyrénées-Orientales pendant les années tragiques de la Seconde Guerre mondiale. En effet, ce beau bâtiment de la Belle Époque — la villa Saint-Christophe — édifié sur le front de mer fut l'un des premiers à avoir été construit à la plage de Canet. En 1941, la villa était la propriété du docteur Jacques Coffinière, de Castelnau-d'Aud. Dans les années 1960, victime de l'essor de la station balnéaire, elle fut détruite pour laisser la place à un immeuble de sept étages, la résidence Beaulieu. Les auteurs du livre ont dû enquêter afin de localiser la villa Saint-Christophe dans le Canet-Plage d'aujourd'hui. Ils rappellent dans leur *avertissement* que, en 2009, personne à Canet ne se souvenait des résidents de la villa entre 1941 et 1943. Une demande de renseignement d'un professeur d'Histoire des États-Unis, Gerlof D. Homan, à la mairie de Canet, amena les auteurs de l'ouvrage à s'interroger sur le rôle méconnu de ce bâtiment pendant ces années-là. Dans sa correspondance, Homan évoquait les Mennonites. Simonne Chiroleu-Escudier et sa sœur, Mireille Escudier écrivirent donc aux archives mennonites à Goshen (Indiana) qui répondirent en leur communiquant de nombreux documents. Une bonne partie des faits

1OSE (Œuvre de secours aux enfants).

2Friedel Bohny-Reiter, *Le Journal de Rivesaltes, 1941-1942*, Genève, Éditions Zoé, 1993, 156 p.

3Anne Boitel, *Le camp de Rivesaltes, 1941-1942. Du centre d'hébergement au "Drancy de la zone libre"*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan & Mare Nostrum, 2001, 319 p.

4Tristan Castaner i Palau, *Femmes en exil, mères des camps. Élisabeth Eidenbenz et la Maternité d'Elne (1939-1944)*, Perpignan, Trabucaire, 2008, 198 p. ; Assumpta Montellà, *La maternitat d'Elna bressol dels exiliats*, Barcelone, Ara llibres, 2005, 170 p.

5Mennonite Central Committee (MCC). Le MCC a été fondé à Chicago en 1920. Il a tout d'abord été actif en Russie soviétique, au début des années 1920, lors des grandes famines consécutives à la guerre civile puis pendant la guerre civile espagnole. Il commença à s'implanter en France en 1940 afin de venir en aide aux Espagnols réfugiés. Le MCC était en contact étroit avec les Quakers de l'*American Friends Service Committee* (AFSC).

relatés dans cet ouvrage proviennent de ces fonds, à commencer par le rapport d'Helen Penner, et surtout, le journal de Loïs Gunden, deux Mennonites étatsuniennes, volontaires qui œuvrèrent à Canet-Plage. Dans leur ouvrage, les auteurs ont choisi de publier, en les mettant en parallèle et en les annotant, de larges extraits de ces deux documents¹ (pp. 37-141).

Le lecteur découvre les contraintes auxquelles se trouvèrent confrontées les deux Américaines. Les contraintes matérielles dans le cadre d'une économie de pénurie marquée par la quête du ravitaillement, la négociation permanente avec les autorités municipales, préfectorales ou celles des directions des camps, Rivesaltes en premier lieu d'où il fallait extraire des enfants : Espagnols d'abord puis, en 1942, Juifs originaires² d'Europe centrale (Belgique, Allemagne, Autriche, Pologne, Tchécoslovaquie) et, parfois de France. Il leur fallait se rendre à Marseille et à Lyon pour assister, avec Mary Elmes, à des conférences de l'AFSC chargées de coordonner l'action en faveur des enfants dans la zone Sud. Loïs Gunden se rendit à Banyuls-sur-Mer, Cerbère, Vernet-les-Bains afin de prospector de nouvelles possibilités d'implantation de colonies.

Ces textes, documents de première main, ont été complétés par des témoignages³ de personnes — pour la plupart des enfants — qui séjournèrent à la villa que les auteurs ont réussi à susciter.

Mais les auteurs ont rendu leur ouvrage plus commode d'accès en insérant plusieurs éléments indispensables : une présentation générale de l'œuvre des Mennonites dans les Pyrénées-Orientales, une note sur la colonie quaker de Canet-Plage qui travailla de concert avec les Mennonites, une histoire de la villa en tant qu'édifice emblématique du Canet-Plage de la Belle Époque, une liste des personnes ayant travaillé à la villa Saint-Christophe, la liste (encore provisoire) des enfants qui y séjournèrent, un index biographique succinct des adultes mentionnés dans le livre, des extraits de documents administratifs ou de bordereaux de livraisons relatifs au fonctionnement de la villa.

L'iconographie, très riche, accroît encore l'intérêt de cet ouvrage. Il est en effet illustré par de nombreuses photographies issues de la Mennonite Church (USA) jusqu'à présent inédites que Mmes. Escudier et Chiroleu-Escudier —qui par ailleurs animent le Club cartophile catalan— ont complété en puisant dans les fonds qu'elles avaient au préalable rassemblés ainsi que dans diverses collections privées.

La rédaction de ce livre et les contacts qu'il permit d'établir n'ont pas seulement mis en relief l'action de Loïs Gunden. Elles ont révélé une femme au caractère trempé. Professeur de français dans l'Indiana, Loïs Gunden s'était portée volontaire pour diriger un centre pour enfants dans le sud de la France. Elle fut l'âme de la villa Saint-Christophe. Gilbert Susagna, l'un des petits pensionnaires, a trouvé les mots justes pour dépeindre l'ambiance qu'elle a su faire régner dans la villa : *« Ici pas de prosélytisme, pas de compassion stérile et larmoyante, pas de charité parfois humiliante pour qui la reçoit, pas d'oboles, pas de subsides, mais de la solidarité active, du dévouement efficace, de l'altruisme, de la fraternité désintéressée »*. Il ajoute : *« Ma mère — qui est décédée en 2010 à quatre-vingt-quatorze ans — s'étonnait de ce que personne ne parle de cette villa Saint-Christophe et de ces gens venus d'Amérique, si solidaires, chaleureux et généreux »*.

C'est désormais chose faite avec ce livre. Notons aussi que dans sa phase rédactionnelle il aura permis de rendre justice à Loïs Gunden, décédée en 2005. Elle a été récemment élevée à titre posthume, par Yad Vashem au rang de « Juste parmi les nations » pour son action à la tête de la villa Saint-Christophe.

¹Tous deux commencent le 19 août 1941, à la veille de leur départ des États-Unis et se terminent le 15 mai 1942 pour le rapport d'Helen Penner qui quitta alors Canet et le 5 octobre 1942 pour Loïs Gunden, lorsqu'elle cessa de rédiger son journal.

²Vichy décida que Rivesaltes deviendrait le centre de regroupement de familles juives pour la zone non occupée. De fait, ce camp devint l'antichambre de Drancy, et, au delà, d'Auschwitz après la signature des accords entre René Bousquet et Karl Oberg (2 juillet 1942).

³Huit au total, dont celui de Gilbert Susagna. Certains des témoins ont entretenu une correspondance avec les auteurs.

À travers l'exemple concret et longtemps méconnu de la villa Saint-Christophe de Canet-Plage, on comprend mieux les difficultés du fonctionnement d'une « ONG » pendant les tragiques années 1939-1943 consécutives à la *Retirada*, au début de la Seconde Guerre mondiale, lorsque la politique d'exclusion dont furent victimes les Juifs préparait Auschwitz et la solution finale. On cerne mieux, également, les motivations des volontaires qui sacrifièrent parfois leur carrière et plusieurs années de leur vie afin de soulager, à défaut de les faire disparaître, les souffrances des victimes de la dynamique mortifère enclenchée au début des années 1930.

André BALENT

ACHETEZ LES VOLUMES PARUS DU MAITRON

5e PARTIE : DE 1940 À 1968

DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE À MAI 1968

Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier, mouvement social

Tome 1 : de A à Bek

Tome 2 : de Bel à Bz

Tome 3 : de Ca à Cor

Tome 4 : de Cos à Dy

Tome 5 : de E à Ge

Tome 6 : de Gh à Je

Tome 7 : Ji à Lel

Tome 8 : Lem à Mel

NB : avec ce tome 8, accès gratuit en ligne au site maitron-en-ligne

**DBMOMS, Éditions de l'Atelier Les Éditions ouvrières, 51-55, rue Hoche,
94200 IVRY-SUR-SEINE www.editionsdelatelier.org**

**Consultez aussi le site de l'Association Maitron Languedoc-
Roussillon :**

<http://histoire-contemporaine-languedoc-roussillon.com/>

NOTES DE RECHERCHES :

UNE PRÉCISION À PROPOS DE LA RUE ÉMILE DIGEON À NARBONNE

Notre ami Paul Tirand, adhérent de l'AMLR a relevé une erreur dans l'article de Richard Vassakos publié dans le n° 20 du Midi Rouge (« Les plaques bleues de la cité rouge. Les noms de rues de Narbonne sous la IIIe République »). Il nous a demandé de publier la note suivante.

Sous l'impulsion d'Ernest Ferroul, devenu maire en 1891, la mémoire de la Commune tant narbonnaise que parisienne, s'implante sur les bords de la Robine. En 1900, une nouvelle rue se voit attribuer le nom d'Émile Digeon. Cependant, beaucoup plus symboliquement, en 1914, la place du musée Lapidaire où se trouvait la maison du principal dirigeant de la Commune révolutionnaire de Narbonne prend également son nom. Émile Digeon n'a jamais habité à Narbonne ; si la ville a donné son nom à cette place c'est parce que siégeait, dans ce qui est devenu le musée Lapidaire, le club de la Révolution où il prit la parole la veille du soulèvement. Cet épisode est retracé dans mon livre *Émile Digeon, 1822-1894, l'itinéraire singulier d'un communal*, Paris, L'Harmattan, 2006.

Paul TIRAND

* * *
*

MIDI ROUGE ET GRAND SUD-EST

Quelques remarques après la lecture du très intéressant article de Jacques Blin consacré à la notion de Midi rouge¹. Cet article, qui, après celui de Xavier Verdejo², appelle explicitement au débat, m'amène à quelques réflexions, qui n'ont évidemment rien de définitif sur ce sujet déjà amplement abordé, mais qui n'est pas épuisé. Et sans doute Jacques continuera à le creuser.

Je m'en tiendrai donc ici, stricto sensu, à la notion de « Midi rouge », et non à celle plus générale de Midi, avec tout ce que cette notion de « Midi » peut porter, et hélas supporter, au plan de l'imaginaire national, dans l'éventail des ethnotypes. Je me permets seulement d'évoquer, à propos de ces visions du Midi (et tout particulièrement du Midi provençal), le film dont j'ai eu le plaisir d'être le conseiller historique : *Le complexe du santon*³ et quelques considérations que j'ai, avec d'autres, depuis longtemps proposées⁴.

1 Jacques Blin, « Réflexions sur le Midi Rouge », *Le Midi Rouge, Bulletin de l'Association Maitron Languedoc-Roussillon*, n°20, décembre 2012.

2 Xavier Verdejo, « Invitation au débat, état des lieux sur le "Midi rouge" », *Le Midi Rouge, Bulletin de l'Association Maitron Languedoc-Roussillon*, n°19, juin 2012.

3 *Le complexe du santon*, documentaire de Christian Philibert, Les films d'Espigoule, 2005.

4 Cf. *Amiras / Repères occitans* – n° 15-16 – « L'invention du Midi », Édisud, 1987. Cf. extraits dans René Merle, « Sur l'ethnotype méridional, et provençal en particulier ». Cf. également René Merle, « Les avatars de l'image du Provençal », *Linha Imaginòt*, n°66, 2006. Ces deux derniers textes sont sur mon blog : <http://rene.merle.charles.antonin.over-blog.com/>

Le Midi Rouge

Je viens justement de lire la préface de Maurice Agulhon à un très intéressant ouvrage sur la chanteuse Rosa Bordas, où l'historien propose, non sans malice, sa définition du « Midi Rouge » : *« Rosa Bordas, « Rouge du Midi » : voici un titre apparemment paradoxal. À l'époque où elle vivait (1840-1901), on savait en effet ce qu'était un « Rouge » (un républicain convaincu, au bord du révolutionnaire et surtout anticlérical). Et l'on savait aussi ce qu'était le « Midi », une région mal définie, mais plutôt méridionale en latitude et plutôt originale en politique, où il arrivait que des majorités d'électeurs ruraux aident les ouvriers des villes à soutenir la « République radicale ». Aujourd'hui, on tend à remplacer rouge par gauche et Midi par Sud ou par Occitanie. Mais laissons aujourd'hui »*¹.

Que « rouge » soit remplacé par « gauche » laisse penser à un déplacement chromatique marqué, du rouge au rose, et même au rose bien pâle. Mais « Midi », et donc « Midi rouge » est-il soluble dans l'Occitanie ? Ne remontons pas aux études engagées, et passionnées, de l'après-1968 qui inscrivaient l'âme occitane dans une conscience protestataire quasi-chromosomique.

Mais regardons plutôt du côté de l'histoire récente. Que nous apporte-t-elle sur cette notion d'un Midi protestataire, d'un « pré-Midi rouge », apparue quelques années avant la grande secousse de 1848-1851 qui révéla effectivement à la France la conversion d'une grande partie de ce Midi, jadis plutôt blanc (et qui le restera dans certains départements), au rouge franc des républicains avancés² ?.....

Dans un ouvrage novateur, Jean-Claude Caron a étudié les mouvements protestataires qui secouèrent la France en 1841³, lors de la réforme de l'impôt sur les portes et fenêtres. La carte qu'il dresse de ceux qui passèrent de la protestation à l'insurrection correspond de façon particulièrement frappante, à peu de choses près, à celle que les linguistes ont tracée de l'espace de la langue d'Oc, et que depuis plus d'un siècle, mais particulièrement depuis les années 1960, des militants socio-culturels, voire politiques, appellent « Occitanie ». À noter la virulence des mouvements protestataires aux limites nord de « l'Occitanie », occitanes mais à proprement parler « non méridionales », Clermont-Ferrand en première ligne. Une absence de marque cependant sur cette carte, celle de la Provence, demeurée calme. Mais ce calme n'est qu'apparent, car la région venait d'être soumise à une chape de plomb politique et judiciaire après des tentatives d'insurrection carbonaristes⁴.

Il est tout à fait tentant, et sans doute pertinent, de mettre en rapport cette localisation « occitane » des mouvements de 1841 avec une donne urbaine et régionale traditionnelle dans la rapport conflictuel avec le pouvoir central, dans la lente et difficile insertion des « terroirs » dans l'unité française, bien plus qu'avec une donne directement politique. En effet, même si le mouvement fut un peu vite dénoncé comme « communiste », il était à l'évidence interclassiste, notables souvent y compris.

De plus, il faut le souligner, si cette localisation correspond à une réalité « ethnolinguistique » occitane, elle ne relève pas d'une structure organisationnelle correspondant à cette localisation. La protestation naissait du terrain, elle s'est étendue comme un feu de paille par la simple contagion de l'information, et non par la vertu d'une organisation politique « méridionale ».

Il en va tout autrement avec la structuration politique d'un Midi rouge, qui se manifestera de façon originale dans les deux épisodes nationaux encadrant le Second Empire. Structuration qui bien sûr,

5 Maurice Agulhon, « Préface » à François Chevaldonné, *Rosa Bordas, Rouge du Midi*, L'Harmattan, 2012.

2 Cf. les pages très éclairantes de Eugène Ténot, *La province en décembre 1851. Étude historique sur le coup d'État*, Paris, Le Chevalier, 1865, 1868.

3 Jean-Claude Caron, *L'été rouge. Chronique de la révolte populaire en France (1841)*, Aubier, 2002.

4 René Merle, « L'insurrection manquée de Marseille, 1841 », *Revue Promemo*, n°6, 2007 – *Revue Gavroche*, n° 151, 2007. Article consultable sur mon blog : <http://rene.merle.charles.antonin.over-blog.com/>

comme en 1841, s'explique par la persistance et la maturation de données anciennes, mais qui se veut pleinement participante d'un mouvement national d'ensemble : la démocratie socialiste « rouge » de la Seconde République, le radicalisme avancé et communaliste de 1870-1871. L'affirmation d'une spécificité « rouge » du Midi est inséparable de son attachement à la marche nationale vers la République démocratique et sociale.

La notion de « Midi » apparaît clairement en 1870 avec l'apparition de la Ligue du Midi.

Or, et je l'ai souvent souligné dans mes recherches sur la Seconde République, le « territoire » de cette Ligue du Midi recouvre très exactement celui du complot « rouge » de Lyon en 1850, et les hommes qui y sont impliqués sont souvent les mêmes que ceux de 1848.

Dans les deux cas, il s'agit de regrouper les énergies militantes « rouges » des départements du Grand Sud-Est, dans un triangle dont la base va du Languedoc oriental au Var, et dont la pointe Nord est Lyon. Son axe de structuration est l'axe Marseille – Lyon, par la vallée du Rhône et ses voies de communications aisées. Tous les départements riverains du Rhône font partie de cette entreprise. Des liens sont établis avec l'Aveyron, l'Aude et les Pyrénées-Orientales.

Ce qui permet à un adversaire décidé de ce « Midi rouge » de le présenter ainsi dans un ouvrage écrit immédiatement après la Commune, *Voyage aux Pays rouges*¹ : notre visiteur descend la vallée du Rhône, visite la Provence maritime, le Languedoc maritime et pousse jusqu'à un Perpignan quelque peu exotique par sa spécificité catalane.

Le Midi Rouge est bien le grand Sud-Est, mais un Sud-Est qui n'a à première vue rien d'ethnique et de linguistique, avec ses deux capitales, Lyon et Marseille. La logique de sa structuration procède de la facilité et de l'abondance des relations « verticales » Nord-Sud.

On sait que ce grand Sud-Est s'insurgera dans sa presque totalité sous la Seconde République : insurrection montagnarde de Lyon et sa région en 1849, qui sera suivie d'une répression empêchant tout mouvement ultérieur, insurrections de décembre 1851 qui touchent l'Ardèche, les Basses et Hautes Alpes, une partie des Bouches-du-Rhône, la Drôme, le Gard, l'Hérault, le Var, le Vaucluse...

La force de ce mouvement et sa répartition géographique ont fait quelque peu oublier par la suite que les insurrections ont été tout aussi puissantes dans nombre de départements plus septentrionaux (Allier, Cher, Jura, Loiret, Nièvre, Saône et Loire, Yonne pour ne citer que les plus importants), et qu'elles ont été également puissantes dans des départements méridionaux occidentaux, notamment dans le Lot-et-Garonne, le Tarn-et-Garonne et tout particulièrement dans le Gers. Mais, dans l'imaginaire français de l'époque, ces insurrections ne sont pas connotées par la notion de « Midi rouge », réservée aux départements du Grand Sud-Est.

Et, la République définitivement établie, c'est cette même vision d'un « Midi rouge » calqué sur le Sud-Est qui apparaît dans l'ouvrage emblématique du félibre Félix Gras, *Les Rouges du Midi*².

Or, à partir du début des années 1850, et tout particulièrement avec l'apparition du Félibrige et sa défense et promotion de la langue d'Oc, la notion de Midi revient en force dans l'imaginaire national. Et se mêle inextricablement à la conscience que la République dorénavant bien en place doit beaucoup à ces notables radicaux méridionaux (l'accent du « Sud-Ouest » devenant emblématique) qui investissent la politique nationale, ses honneurs et ses responsabilités. Ainsi, la notion d'un Midi bien à gauche concerne désormais un territoire bien plus grand que celui du Grand Sud-Est de 1851 et 1870-1871.

Mais il s'agit ici d'un regard extérieur porté sur ce « Midi », quelque peu exotique, et sur ce « Midi rouge » qui en participe.

1 François Beslay, *Voyage aux pays rouges, par un conservateur*, Paris, Plon, 1873. Cf. René Merle, « Au lendemain de la Commune, *Voyage aux pays rouges* », article consultable sur mon blog et sur le site de l'Association 1851 : <http://www.1851.fr>

2 Félix Gras, *Li Rouge dóu Miejour* (Les Rouges du Midi), 1896.

Ce qui ne signifie en rien qu'une conscience méridionale véritable et solide se développe « de l'intérieur » dans la zone traditionnelle du « Midi rouge ».

Sa structuration, on l'a vu, est inséparable de cet axe nord sud de déplacement rhodanien, renforcé par le chemin de fer. Rien de tel, jusqu'à une époque récente, pour les liaisons est-ouest. Il était plus facile pour un Marseillais ou un Montpelliérain de 1870 d'aller à Lyon (et à Paris) que d'aller à Bordeaux.

Et si le Félibrige avait proclamé l'unité des pays de langue d'Oc, il est clair que la notoriété régionale, et nationale, de poètes gascons et languedociens occidentaux comme Jasmin (en dépit des saluts isolés, et réservés, de Gelu et de Mistral), ne touche pas la Provence, par exemple.

Et ce sont les déplacements rugbystiques, et leurs couvertures médiatiques, qui feront découvrir charnellement l'ensemble des terres occitanes aux Méridionaux de l'Est.

Pour en revenir au plan politique, les « Rouges » de ce Midi oriental, qui sentirent vite sous la Troisième République la nécessité de médias communs, (jusqu'à ce *Rouge Midi* lancé par les communistes provençaux), n'éprouvèrent pas le besoin de communiquer avec leurs frères plus occidentaux autrement que par médias nationaux.

Plus encore, il est parfaitement possible de distinguer à l'intérieur de ce Grand Sud-Est rouge des spécificités significatives. Jacques Blin fait une allusion rapide à une étude mienne sur le mouvement viticole de 1907 dans le Var¹. J'y marque les solidarités avec le Languedoc, mais aussi les grandes différences. Différences qui se reflètent dans la vision qu'en donnera alors la presse nationale : un Languedoc dur et combatif, une aimable Provence dont l'épisode sanglant du XV^e corps d'armée en 1914 donnera lieu à un déchaînement national de haine anti-méridionale.

Dans une passionnante étude récente à propos des grands mouvements contestataires agitant le Grand Sud-Est dans les années 1970, Jean-Marie Guillon² montre combien cette distinction Provence – Languedoc au sein de la fameuse « Occitanie » perdurait dans l'imaginaire national.

J'arrête ici ces quelques considérations que le très riche article de Jacques Blin a suscitées à chaud, et je les verse au dossier heureusement ouvert par le bulletin *Le Midi Rouge*.

René MERLE

* * *

*

DU TROTSKISME CET ANTILÉNINISME À DE TROTSKY AUX TROTSKYSMES de LÉO FIGUÈRES, QUELLES ÉVOLUTIONS ?

Le dernier ouvrage écrit par Léo Figuères s'intitule *De Trotsky aux trotskysmes, élément pour un débat*³. Il a été publié un an après son décès. Léo Figuères avait remis " le manuscrit à son

1 J'en donne ici la référence : René Merle, "Autour de la crise viticole de 1907 dans le Var. Conscience "méridionale" et langue d'Oc", *Provence Historique*, tome XLVII, fascicule 188, avril-mai 1997. L'article est consultable sur mon blog et sur le site : <http://www.1851.fr>

2 Jean-Marie Guillon, « De Maurin des Maures à Maffre-Beaugé, le récit occitan de *l'Humanité* », *Récits d'Occitanie* (ouvrage collectif sous la direction de J.Cl.Bouvier et J.N. Pélen), Publications de l'Université de Provence, Aix-en-Provence, 2004.

³ *De Trotsky aux trotskysmes, éléments pour un débat*, Léo Figuères, Paris, Le Temps des Cerises, 2012, 117 pages. Préface d'Henri Malberg.

éditeur en juin 2011, avant de venir en vacances”¹ dans les Pyrénées-Orientales. Henri Malberg, qui préface cet ouvrage, nous précise “ *qu’il ne faut pas le prendre pour ce qu’il n’est pas. Ce n’est pas une forme de bilan de vie, et pas non plus une thèse puisque son sous-titre dit clairement ‘Éléments pour un débat’*”². Mais alors qu’est donc cet ouvrage ?

On peut penser qu’il s’inscrit dans une série particulière des écrits de l’auteur comme *Octobre 1917 : la révolution en débat* ou *Et si nous reparlions de la Résistance*³ qui manifestent, avec quelques années de plus et une situation qui a évolué, le désir de revenir sur des réflexions écrites auparavant. Dans le cas de l’ouvrage posthume, il s’agit de reprendre *Le trotskisme, cet anti-léninisme*⁴, paru en 1969. Ce dernier, comme le rappelle H. Malberg, avait eu pour mérite “ *cependant d’appréhender le trotskysme comme un courant du mouvement ouvrier et non comme une sorte de diversion organisée par le capital aux fins de nuire au communisme* ” bien que les trotskistes aient longtemps été considérés, même après la publication de cet ouvrage, comme des agents objectifs du capital. Toujours est-il que le récent ouvrage, à la faveur d’un re-examen du courant trotskiste, déplore “ *que personne n’ait, pour l’heure, assez travaillé sur un bilan approfondi et équilibré du socialisme soviétique* ”. C’est bien cette absence de bilan qui amène Alain Krivine à conclure sa présentation de l’ouvrage par : “ *bref, un petit livre qui, malgré quelques calomnies ou fausses informations, aide à comprendre ce qui se passe dans la tête de nombreux militants du PCF aujourd’hui assez déboussolés* ”⁵. Au-delà de ce constat laconique, et sans prétendre pour autant à un compte-rendu de lecture exhaustif, je me propose de mesurer les différences d’appréciation sur quelques points présents dans les deux ouvrages et à établir en quoi ce texte peut être le prétexte à des avancées dans les relations “ trotskistes-parti communiste ”.

Cet ouvrage est conçu en deux grandes parties. La première suit le parcours de Léon Trotsky avant et après la révolution russe, ainsi que sa lutte contre la bureaucratisation du Parti communiste. La seconde traite essentiellement du mouvement trotskiste, comme “ courant politique particulier du mouvement révolutionnaire ”⁶ en France et ailleurs (1929-2011). Une courte bibliographie et un index terminent cet ouvrage.



Le gouvernement de la République des Soviets de Russie : Kalinine (Président du Comité central exécutif), Lénine (président du Conseil des commissaires du peuple) et Trotski (commissaire du peuple à l’Armée et à la Marine). (Archives Pierre Chevalier)

¹ Lettre de Mme Figuères, insérée dans l’ouvrage qu’elle m’a fait parvenir.

² Henri Malberg, préface du livre de Léo Figuères, *De Trotsky aux trotskysmes...*, *op. cit.*, p. 11.

³ Léo Figuères, *Octobre 1917 : la révolution en débat*, Paris, Le Temps des cerises, 1998, et *Et si nous reparlions de la Résistance*, Paris, Le Temps des cerises, 2004.

⁴ Léo Figuères, *Le trotskisme cet anti-léninisme*, Paris, Éditions sociales, 1969, 257 pages.

⁵ Alain Krivine, *Tout est à nous*, n° 165, 11 octobre 2012.

⁶ Léo Figuères, *De Trotsky aux trotskysmes...* *op. cit.*, p. 53.

Léopold Figuères, « plus connu sous l'appellation Léo Figuères »¹, a pu rencontrer un trotskiste alors qu'il était adolescent à Prades. Il est né en 1918 à Perpignan (P.O.) et a vécu des premières années difficiles. Son père, maraîcher, a dû quitter Perpignan pour Prades où il est devenu journalier agricole. Sa mère est décédée alors qu'il n'avait que 4 ans. Ce fut cependant un bon élève, soutenu par ses enseignants. Il parvint ainsi à entrer à l'École primaire supérieure de Prades, mais il n'y resta que deux ans. Pendant ces deux années, il découvrit la politique et surtout le communisme. En septembre 1932, il adhéra aux Jeunesses communistes. En février de la même année, naissait à Prades, un mouvement original, « Les cercles d'Avant-Garde de la circonscription de Prades », qui jouait deux rôles. D'une part, ce mouvement et son expression écrite (le périodique « l'Avant-Garde de Prades » soutenait la candidature du socialiste Joseph Rous contre le député sortant, le sous-secrétaire d'État, René-Victor Manaut ; d'autre part, il regroupait des socialistes et des communistes de la circonscription qui luttèrent, entre autres thèmes, pour l'unité ouvrière ; ces militants se retrouvaient en désaccord avec leurs partis respectifs ; la SFIO acceptait l'unité au niveau des directions, le PCF, quant à lui, traitait la social-démocratie de social-impérialiste ou de social-fasciste. Jean Rous, neveu de Joseph Rous était l'un des animateurs de ces « Cercles d'Avant-Garde ». Il n'était pas encore trotskiste, mais le devint peu après l'élection de son oncle, et resta dans ce mouvement jusqu'en 1940, renoua avec eux en 1945, puis s'en éloigna politiquement, de façon définitive, en 1948. À cette époque, Léo Figuères est très jeune puisqu'il n'a que 14 ans et ne peut donc, même s'il le souhaitait, être intégré dans ces cercles. En 1933, il quitte Prades pour Perpignan, où il devint apprenti typographe. Il prend alors des responsabilités chez les JC et adhère au PCF. En 1935, il « monte » à Paris. Ces années 1932 à 1934 sont les plus fertiles pour les cercles « l'Avant-Garde ». Outre ce combat pour l'unité ouvrière, les cercles mènent campagne contre la guerre qui vient, non comme pacifiste mais comme antifasciste, en adhérant en août 1932 au « Congrès Mondial contre la Guerre ». Enfin, « l'Avant-Garde » en 1932 et 1933, s'oppose, par la plume de Jean Rous, au colonialisme français en Andorre. Ses articles servent de base à une enquête parue dans l'organe de la SFIO, *Le Populaire*, tandis que Gabriel Péri lui aurait demandé ses notes pour rédiger un article pour *L'Humanité*. Durant toute cette période, Léo Figuères, à Perpignan, a pu lire ce journal, puisque régulièrement on y trouve des débats avec des communistes de Perpignan (en particulier Léopold Roques ou d'autres non identifiés comme Rouclès ou Rouglas) sur des articles parus. Léo Figuères reviendra dans les Pyrénées-Orientales comme député du département à la Constituante en 1945 et 1946. À partir de 1946, il se consacre à l'organisation de jeunesse du Parti communiste. Revenant régulièrement dans son pays natal, il participait aux activités des associations dont il était membre².

Dans son introduction, Léo Figuères écrit à propos de l'ouvrage *Le trotskisme cet anti-léninisme* : « En plus d'un titre bien trop simplificateur, *Le trotskisme, cet anti-léninisme, ne prenait pas suffisamment en compte ce qu'avaient de justifiées les analyses de Trotsky sur les dangers que constituaient pour le socialisme la cristallisation d'une caste bureaucratique et l'abaissement puis l'anéantissement de la vie démocratique dans le Parti et dans l'État soviétique* »³. À lire ce qu'il écrivait, alors, des trotskistes, on ne peut qu'acquiescer et même trouver que son analyse ne relevait

¹ Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du parti communiste, Biographies, Chronologie, Bibliographie*, Paris, Fayard, 1984, Tome IV, p.225.

² Ces informations sur Léo Figuères sont tirées de ses biographies : Léo Figuères, *Jeunesse militante*, Paris, Éditions sociales, 1971, Philippe Robrieux, *op. cit.* pp.224 à 229, et Jean Sagnes, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, CD Rom Maitron, 1997. De plus, j'ai eu la grande chance de le rencontrer à une réunion de l'Association des Anciens Combattants de la Résistance (ANACR), section du Conflent, dont j'étais membre au titre des Amis. Nous avons pu longuement débattre du trotskisme par la suite. Les rencontres ont eu lieu chez lui, en juillet et septembre 2007. Je lui ai fait lire ma thèse (Pierre Chevalier, *Jean Rous, 1908-1985, une vie pour le socialisme et la décolonisation*, sous la direction de Jean Sagnes, Université de Perpignan, 1999). Il souhaitait qu'elle soit publiée et m'avait dit qu'il accepterait de préfacier le livre.

³ Léo Figuères, *De Trotsky aux trotskismes... op. cit.*, p. 18.

pas toujours du débat d'idées mais parfois de l'affirmation gratuite. Ainsi, par exemple lorsqu'il écrivait : “ *La lutte d'idées entre une tendance qui s'est avérée néfaste et qui reste un péril pour le mouvement ouvrier est aussi indispensable aujourd'hui qu'elle le fut hier* ”¹. Ou bien “ *Le trotskisme a toujours cherché à opposer les jeunes et les vieux militants du mouvement ouvrier. Il joue démagogiquement avec la jeune génération et avec les jeunes intellectuels en particulier qu'il tient pour le “ baromètre ” du mouvement ouvrier et qu'il caresse, contrairement à Lénine qui invitait à ne jamais flatter la jeunesse, mais à lui faciliter son expérience, par la compréhension et la critique nécessaire* ”². On ne trouve rien de tel dans son second ouvrage sur le trotskisme qui dépasse ces jugements abrupts mais conserve quelques piques comme “ *Maîtriser la galaxie de cette myriade d'organismes nationaux et internationaux marqués par des recompositions incessantes n'est pas chose aisée. On voudra bien excuser d'inévitables omissions ou confusions* ”³ qui renvoie, certes, à la propension trotskiste à la scission groupusculaire, mais dont les principales organisations sont clairement définies.

Cependant, certaines traces des positions adoptées dans l'ouvrage de 1969 persistent. La question des assassinats politiques dont furent victimes des oppositionnels, dont des trotskistes, durant la période 1935-1946, en fournit un exemple. L. Figuères citait dans *Le trotskisme cet anti-léninisme* un article de la revue trotskiste *Lutte de Classe* datant de février 1968 où il est dit : “ *Aucun révolutionnaire n'avait sa place dans le mouvement de Résistance. Au contraire, il devait lutter pour la construction d'organisation prolétarienne de lutte indépendante. L'organisation révolutionnaire devait refuser tout appel à la lutte contre l'envahisseur au nom de l'indépendance nationale. Le motif de l'action de l'organisation révolutionnaire contre l'appareil militaire allemand n'était pas l'indépendance nationale, mais l'intérêt du prolétariat dans son ensemble. De ce fait, agir au nom de l'intérêt du prolétariat dans son ensemble impliquait des conséquences jusque et y compris dans la forme de l'action militaire, le refus d'attentats contre les soldats isolés ou de sabotage de trains de permissionnaires* ”. Il commentait ainsi cette citation : “ *On comprend que de telles positions aient conduit certains résistants à qualifier les trotskistes qui les défendaient d'agents hitlériens* ”⁴, laissant d'une part croire qu'il s'agissait d'une position commune de toutes les organisations dites trotskistes et justifiant la répression qui s'est abattue sur leurs militants. Dans le récent ouvrage, Léo Figuères propose de ces événements une lecture voisine puisqu'il écrit à propos de la position des “ trotskistes ” durant la Seconde Guerre mondiale, et de ce qui est advenu à certains : “ *Les prises de position des trotskyistes contre la lutte armée, sous le prétexte qu'elle pouvait atteindre des ouvriers allemands sous l'uniforme, entretenirent les méfiances communistes, et conduisirent sans doute à des drames comme celui dont furent victimes, plus tard, quatre des trotskyistes évadés avec des communistes de la prison du Puy et disparus dans le maquis FTP qui les avait recueillis* ”⁵. On remarque que la terminologie reste évasive pour les victimes, puisqu'il s'agit de “ drames ” et de “ disparus ”, et positive pour le maquis qui les avait “ recueillis ”.

Cependant on peut dire que le nouvel ouvrage est cette fois globalement plus précis et plus juste sur les positions et les actes des trotskistes entre 1940 et 1944, les reconnaissant comme

¹ Léo Figuères, *Le trotskisme cet anti-léninisme*, op. cit., p. 10. Les expressions sont soulignées par moi.

² *Idem*.

³ *Idem*, note 2

⁴ Léo Figuères, *Le trotskisme...*, op. cit., p. 195, note 1.

⁵ Léo Figuères, *De Trotsky aux trotskyistes...*, op. cit., p. 68. Plusieurs ouvrages voulant faire toute la lumière sur ces “ disparitions ” n'ont pu conclure avec certitude, les responsables communistes du maquis refusant de témoigner. Voir le dossier établi par J.- R. Chauvin, A. Demazière et P. Parisot, *Pour la vérité*, oct. 1997, Éd. Coquelicot.

membres à part entière de la Résistance, les rétablissant dans leur statut de victimes de la répression nazie (certains furent même fusillés comme otages, en même temps que des communistes)¹.

Par contre, malgré notre discussion de l'été 2008 au sujet du trotskiste catalan Jean Rous sur ses positions au sein du MNR (Mouvement National Révolutionnaire), L. Figuères le considère toujours comme proche de Vichy malgré les mots d'ordre qu'il développait (" Ni Londres, ni Vichy, ni Berlin " ; " Pas de collaboration sous la botte "). Par contre, il reconnaît que Rous a " effectué un virage vers la Résistance suite à l'agression nazie contre l'URSS " ².



**Tract de la Fédération des Hautes-Pyrénées du PCF appelant à une réunion publique à Tarbes.
(Archives Jean-Louis Blanchon, Palau-de-Cerdagne)**

L'ouvrage est surtout plus clair dans sa condamnation de la répression tant des procès de Moscou que des exécutions sans procès. L. Figuères écrivait dès 1969 : " *Après l'assassinat de Serge Kirov le 1^{er} décembre 1934, les anciens oppositionnels et d'innombrables autres militants qui n'avaient rien à voir avec eux, furent victimes de répressions successives que rien ne justifiait, même pas les dangers extérieurs accrus pour l'URSS du fait de l'arrivée au pouvoir de l'hitlérisme en Allemagne* " ³. Plus de quarante ans après, la vision s'élargit, l'auteur englobe l'ensemble des assassinats politiques et prend la mesure de toutes leurs conséquences. Il écrit ainsi : " *Entre autres conséquences néfastes pour la cause du socialisme, elles [les vastes répressions comme les procès de Moscou] conduisirent à une rupture définitive entre communistes officiels et trotskistes, à l'éclosion de véritables haines, qui eurent des conséquences terribles dans ces années-là en Espagne durant la guerre antifasciste, en France sous l'occupation nazie et dans d'autres pays. Cette vague*

¹ A ce propos la note 30, page 104, dit " Fernand Grenier évoque avec sympathie les figures de Marc Bourhis et Pierre Gueguen ", mais à aucun moment n'écrit que l'un milite dans une organisation trotskiste et l'autre est son ami et partage certaines analyses de Léon Trotsky (sur Staline en particulier). Arrêtés tous les deux, conduits à Choisel, " *immédiatement leur [celle des militants syndicalistes et communistes déjà internés] hostilité s'exprime envers Gueguin et Bourhis qui sont totalement mis en quarantaine (ce que reconnaîtra Fernand Grenier en 1991)* " in, Marc Moalec, " Filets Bleus et Grèves Rouges ", Skol Vreizh, n° 52, Montroules, 2003, pp.74-76. Léo Figuères écrit qu'ils ont été " *tenus en méfiance* ".

² De Trotsky aux trotskysmes..., op cit., p. 65.

³ Le trotskisme..., op. cit., p. 178.

de répression sans limite ne saurait trouver la moindre trace d'excuse, la plus petite explication raisonnable : elle fut une sombre tragédie ”¹.

On retrouve aussi un regard plus conforme à la vérité sur l'assassinat de Léon Trotsky : “ En 1940, [Trotsky] est mortellement blessé dans sa résidence de Mexico à la suite d'un attentat perpétré contre lui par un de ses familiers devenu son ennemi. Les mobiles du meurtrier, ni même son identité exacte, n'ont jamais pu être nettement établis par la police et la justice mexicaine ”². Cette version de 1969 devient aujourd'hui : “ Peu de semaines après la défaite de la France et l'entrée des nazis dans Paris, Trotsky trouva une mort tragique. Malgré les précautions d'extrême sécurité prises dans sa maison-bastion de Mexico, un agent des services spéciaux soviétiques, l'Espagnol Ramón Mercader, alias Jackson, réussit à s'introduire dans son entourage et à le blesser mortellement à coups de piolet, le 20 août 1940. Ainsi disparut, moins d'un an avant l'agression hitlérienne contre l'Union soviétique qu'il avait prévue, le fondateur du mouvement qui porte son nom, un des artisans des expériences révolutionnaires du XX^e siècle et, sans nul doute, par-delà ses erreurs et ses contradictions, l'une des plus notables figures politiques de cette époque ”³.

Concernant la période d'après-guerre, Léo Figuières reproche, entre autres, aux trotskistes de ne pas avoir pris en compte les changements à l'œuvre en Union soviétique, mais peut-être que les événements de RDA peu après la mort de Staline en 1953, puis de Hongrie et de Pologne quelques semaines après les discours (l'officiel et le secret) de N. Khrouchtchev en 1956, brisèrent l'espoir venu avec la réhabilitation de Rájk et l'annonce de la “ fin ” de la déportation. De même lorsque le dirigeant trotskiste grec Théologos Psaradellis s'enfuit de Grèce en 1969, après avoir été interné et torturé par la junte des colonels au pouvoir à Athènes, il se réfugie en Bulgarie. Il est alors immédiatement refoulé et remis aux autorités grecques. Les trotskistes ont du mal à croire aux bienfaits des “ Démocraties populaires ”.

De même, les militants trotskistes français peinaient à prendre la mesure des “ changements ” et manifestaient plutôt étonnement et incompréhension quand d'un côté ils se voyaient pourchassés par les militants du PC ou de la CGT lorsqu'ils distribuaient des tracts devant les usines, et d'un autre côté constataient la présence de Jacques Duclos au cirque d'hiver à Paris le 4 juillet 1973 lors du meeting de soutien à la LC, après sa dissolution pour avoir violemment attaqué une réunion publique d'Ordre Nouveau, à la Mutualité, dont le thème était “ il faut stopper l'immigration sauvage ”⁴... même si la Ligue dissoute n'eut pas droit à la parole à la tribune.



Extrait de *Rouge, hebdomadaire d'action communiste*, vendredi 6 juillet 1973, n°212, page 8

¹ De Trotsky aux trotskysmes..., op. cit., p. 60.

² Le trotskisme, cet anti... p. 252. Extrait de la biographie de Trotsky par Léo Figuières.

³ De Trotsky aux..., op. cit., p. 64.

⁴ Frédéric Charprier, *Génération Occident*, Paris, Seuil, 2005, p. 235. Notons que François Duprat qualifie Ordre Nouveau d'organisation nationaliste faisant partie de l'école néo-fasciste soutenue par la revue du “ Fascisme français ”, *Défense de l'Occident*, dirigée par Maurice Bardèche.

La présentation des cas yougoslave, cubain et les questions de décolonisation, entre autres thèmes abordés dans l'ouvrage, pourraient ainsi être objets de débat.

Nous retiendrons simplement que, concernant l'effondrement de l'URSS et des pays de l'Est, Léo Figuères s'inquiète plus des commentaires de E. Mandel ou de D. Bensaïd, dirigeants trotskistes, en ne les citant qu'à moitié ou en les sortant du contexte, qui semblent ne rien avoir compris à la situation, que de la faiblesse voire de l'absence de combat pour le maintien du socialisme dans ces pays.

Dans sa conclusion, Léo Figuères tire le bilan de l'action des trotskystes. Mais avant toute chose il condamne *“ la scission qui s'opéra au sein des partis communistes dans les années 20 du siècle passé avec les partisans de Trotsky a été néfaste pour le mouvement ouvrier, elle a conduit à un gaspillage inouï d'énergies et d'intelligences militantes et si les responsabilités, à l'origine, ne sont pas d'un seul côté, l'essentiel incombe à Staline et à ses soutiens dans les PC qui, contrairement aux pratiques de Marx et Lénine, n'admirent jamais que des opinions diverses, dont celles de Trotsky, puisse s'exprimer au sein du Parti soviétique et de l'Internationale communiste ”*¹. Puis, il rappelle que Léon Trotsky a eu raison de craindre et de dénoncer la bureaucratisation du Parti et de l'État, mais qu'il a eu tort de refuser les *“ alliances politiques du type fronts populaires ”* parce que les situations dans lesquelles elles étaient proposées étaient très différentes d'Octobre 17. Cela serait aussi dû à la méconnaissance par Trotsky et les trotskistes des *“ alliances nécessaires de la classe ouvrière et des couches moyennes de la ville et des campagnes (...) ainsi que des transitions et des étapes nécessaires dans la marche au socialisme ”*². Pour lui, la négation de toute évolution positive après 1953, ne leur a pas permis de percevoir les changements dans ces États qui *“ obéissaient à d'autres lois économiques et sociales que celles du capitalisme et constituaient une alternative à sa domination ”*. Et ainsi, les *“ trotskysmes ont une part de responsabilité dans la disparition des États non capitalistes européens ”*³.

Enfin Léo Figuères termine son texte écrivant : *“ Est-il possible qu'un jour leurs militants [ceux du PC et ceux des organisations trotskystes] se retrouvent dans une même formation communiste ? ”*⁴. Pour ce faire il suffit d'accepter *“ la cohabitation de tendances diverses dans un parti élaborant démocratiquement une politique correspondant aux réalités de l'époque et (...) le renoncement aux pratiques sectaires et à la négation des alliances politiques nécessaires au progrès de la cause ”*⁵.

En définitive, il me semble très important de lire ce livre. Cela peut paraître contradictoire avec certaines des lignes qui précèdent (qui relèvent du débat d'idées). Lisons cet ouvrage car, comme l'écrit Henri Malberg : *“ C'est donc bien un nouveau regard ”*⁶. C'est pour le moins une relativisation de certaines affirmations du livre précédent, ainsi qu'un appel à l'unité.

Pourquoi donc ne pas cohabiter ? Mais il me semble aussi que le travail d'histoire doit être fait. En effet, si Léo Figuères dénonce aujourd'hui les assassinats politiques commis par des militants du Parti, il faut aller jusqu'au bout. Et ce bout ce n'est aucunement *“ instruire le procès d'hommes qui acceptaient par ailleurs de sacrifier leur vie à la cause antinazie ”*⁷, mais écrire la vérité sur des actes, car, comme l'écrivait Jean Burles à Albert Demazière⁸ : *“ tu ne douteras pas de mon approbation pour que soit érigée la stèle donnant sens à votre souvenir concret et symbole de la*

¹ De Trotsky aux..., op. cit., p. 99.

² Idem, p. 100.

³ Idem, p. 101

⁴ Idem, p. 101.

⁵ Idem

⁶ Idem, p. 8.

⁷ Roger Martelli, *Retour sur une vérité : quand un système tue*, Futur, 23 mai 1996.

⁸ Lettre de Jean Burles à Albert Demazière, citée par R. Martelli dans l'article ci-dessus.

condamnation des actes commis. Mon approbation, que je souhaite plus large, est forte de signification à la fois historique et pour les combats démocratiques actuels et à venir"¹.

Il rejoint ce que disait le peintre, Résistant et ancien déporté, Boris Taszlitsky, à H. Malberg :
" Nous n'avons pas eu la sagesse de comprendre que nos différences étaient notre commune richesse"².

Pierre CHEVALIER

* * *

*

SOUSCRIPTION AU MAITRON :

Chaque volume du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social est en vente (*DBMOMS, Le Maitron*) est en vente dans toutes les librairies au prix de 65 € le volume. Dans chaque volume environ 650 notices. Le tome 8 est vendu avec un accès gratuit au site internet du *Maitron* (Maitron-en-ligne) qui permet l'accès à environ 300 000 notices).

Le *Maitron* (dictionnaires papier et site Maitron-en-ligne) est édité par les Éditions de l'Atelier/ Les Éditions ouvrières

51-55, rue Hoche

94200 – IVRY-DUR-SEINE

SITE DES ÉDITIONS DE L'ATELIER :

www.editionsatelier.com

www.maitron.org

¹ Jean Burles, membre du CC du PCF, évadé de la prison du Puy en même temps que les trotskistes, a rejoint comme eux le maquis Wodly. Albert Demazière, dirigeant de l'organisation trotskiste en zone sud, évadé de la prison du Puy, a rejoint le maquis Wodly comme ses camarades, puis a réussi à fuir ce camp. Pour Philippe Robrieux, Jean Burles mena "une véritable guerre contre les trotskistes (...) qu'il traita en ennemis, voire en fascistes". Il évoluera par la suite comme "partisan de la ligne d'ouverture du XXII^e congrès", mais restera toujours "discipliné(...) à faire appliquer la ligne du secrétariat général", in Histoire intérieure du Parti communiste, Paris, Fayard, 1984, Tome IV, page 117.

² De Trotsky aux trotskysmes, ..., op cit., p. 12.